Dans ce numéro

Tout ce que l'Express ne dit pas...

l'Heure Française

Reprend ton fusil Gringoire

Deuxième Année - N° 45
HEBDOMADAIRE
22 Octobre 1955
PRIX : 35 francs

Directeur Politique MICHEL TRECOURT REDACTION : 2, bis rue de la Baume - Paris-8e — Tél. Ely. 14.80 Rédacteur en Chef : J.-A. FAUCHER

M. SERVAN-SCHREIBER en a menti !

par **Henri BARBE**

A la suite de la publication de sa lettre dans notre dernier numéro, Henri Barbé, l'ancien secrétaire du Parti Communiste, vient d'adresser à notre rédacteur en chef un nouveau texte qui éclaire curieusement les procédés de « L'Express ». Cette fois, les accusations portées contre M. Jean-Jacques Servan Schreiber sont précises. [illegible] des cloisons étanches, [illegible]

Mon cher Faucher,

Merci pour le sort que tu as cru devoir accorder à ma lettre de la semaine dernière. Merci, car tu m'as, en bon camarade, donné l'occasion de répondre dans « L'Heure Française » à l'opération politique grossière montée par la nouvelle alliance, ô combien! démonstrative de « L'Express », de « France-Observateur » et des démocrates bien connus de « L'Humanité ».

Ces messieurs de « L'Express » n'ont toujours pas rectifié leur information mensongère. Aussi je me suis livré à une petite enquête car, tout en ayant que peu de temps à perdre, j'ai voulu voir clair dans toute cette histoire. Je crois avoir abouti et comme tu le verras mes constatations ne manquent pas d'un certain intérêt. Elles révèlent bien une nouvelle et singulière conception du journalisme et des méthodes d'information assez originales. Voici les faits dans leur exacte chronologie :

1. - « L'Express » publie un article sur le mouvement Poujade dans lequel Albertini et moi sommes mis en cause. On nous attribue un rôle de « contrôleurs de l'école des cadres de Saint-Céré ». Dans les quelques jours qui suivent « France-Observateur » et « L'Humanité » reprennent dans les mêmes termes cette affirmation inexacte.

2. - Dès le lendemain de la parution de « L'Express », Albertini adresse à cet organe un démenti et demande sa publication. En ce qui me concerne, j'envoie à la direction de « L'Express », trois jours après sa parution une lettre où j'explique qu'on les a trompés et que « L'Express » ne devrait pas publier de telles contre-vérités.

3. - « L'Express » ne publie pas le démenti d'Albertini ni le mien. Mais le rédacteur en chef de ce journal adresse à Albertini une lettre où il déclare en substance ceci : « L'Express » n'a pas à publier de démenti car il tient son information d'un organisme du journal de Poujade qui siège 13, rue Molière à Paris. Ce rédacteur en chef

☞ (Suite, page 3).

Nous refusons d'épouser la nuit

par **Michel TRECOURT**

Evadons-nous pour une fois du monotone quotidien. Le scandale et l'absurde politique ont ceci de commun avec les stupéfiants : leur fréquentation annihile rapidement les facultés d'enthousiasme et de dénigrement. Rien ne s'émousse plus vite que l'indignation [illegible] rément. Les jeux du cirque parlementaire, ces entremets de notre décadence servis chaque matin sur le plateau d'une presse avilie, le « débloc-notes » de Mauriac, griffonné dans l'express de minuit, ne sont que des cotillons lancés sur le bal des maudits.

A nous qui sommes non conformistes, beaucoup moins par système que par solitude, l'actualité apporte le bouleversant témoignage du désenchantement installé. La veulerie de nos contemporains qui n'a d'égale que l'outrecuidence du petit lot des faiseurs, peut légitimer les plus habiles positions. Or, à l'habileté, nous préférons l'insolence, car si l'hôtel a des punaises, il faut mieux coucher à la belle étoile. Notre adolescence, qu'elle ait chanté les poèmes de Breton ou d'Aragon, tressailli, sous les bretelles des baudriers fascistes, vibré dans le sang coagulé [illegible] Marie Auby, de fond goûté [illegible] M. Jacques Maroselli [illegible] nauderies [illegible]triels, d'arts d'André Gide, a dé[illegible] de trop d'aurores pour se marier désormais avec la nuit. Nos illusions sont passées comme un vol de mouettes, mais au-delà de l'orage nous espérons vivre assez pour respirer la buée tremblante des matins de l'histoire.

Nous avons hérité des querelles de nos pères, sans parvenir à dégager nos propres raisons de mépriser, de nous plaindre, ou d'espérer. Pour nous, hommes de 40 ans, que reste-t-il de ces maisons com-

☞ (Suite, page 3).

MENDES face à ses électeurs

S'ETANT rendus à Caen pour accompagner une délégation devant la Préfecture qui devait réclamer au Préfet la liberté provisoire de notre ami Bellanger, un certain nombre de cultivateurs apprenant que Mendès venait faire dans cette ville une conférence, décidèrent de s'y rendre.

On sait que Mendès rêve de devenir dictateur. Il a un tempérament d'autocrate et toutes les critiques le gênent. Il se considère comme le génie de la France et les réunions publiques et contradictoires ne sont pas son fort. [illegible] qu[illegible] de [illegible] Caen, il fallait des cartes. Quelques-uns de nos amis réussirent à s'en procurer et prirent place dans la salle, alors qu'à l'extérieur de nombreux cultivateurs insistaient vainement pour entrer.

A l'intérieur, les premières paroles de Mendès furent accueillies par le mot : « Vendu! » que cria à haute voix un ancien combattant, M. Coulet.

Celà ne fit pas plaisir à Mendès dont la rage augmenta au fur et à mesure que les interruptions de Coulet devenaient plus nombreuses.

Mendès commença par demander à ses amis de ne pas prêter attention à ces interruptions. Puis, il leur demanda d'expulser l'interrupteur. Mais les bons bourgeois mendessistes ne bougèrent pas et l'ancien Président du Conseil réclama l'intervention de la police.

C'est alors qu'autour de M. Coulet, les paysans se groupèrent, poussant des cris hostiles à Mendès, donnant ainsi la preuve que Mendès ne pouvait pas parler sans la protection d'un solide service d'ordre. Car pendant près de trois quarts d'heure, Mendès ne put achever une phrase.

Les manifestants se retirèrent alors avec Henri Dorgères et de [illegible], ces passants ma[illegible] hauts-parleurs avaient été install[illegible] lés, ils commencèrent à élever les plus vives critiques contre l'ancien Président du Conseil qui avait annoncé qu'il parlerait de la politique extérieure, pour laquelle il est mal qualifié, attendu que par ses campagnes insensées, il a déshonoré les Français aux yeux de l'étranger en les représentant tous comme des alcooliques.

A l'intérieur, c'est dans le plus profond ennui que les auditeurs, la plupart fonctionnaires, écoutèrent les développements de Mendès, qui naturellement prétendait qu'il avait tout fait, que lui seul avait eu raison, avait raison, aurait raison. En dépit des magnifiques coups d'encensoir qu'il se donnait lui-même, l'assistance ne se dégelait guère.

Devant les manifestations qui se déroulaient à l'extérieur, le commissaire de police, chargé du service d'ordre, avait placé devant la salle une soixantaine de gendarmes. Car Mendès nous coûte cher. Et la police municipale de Caen ne lui suffit pas.

Et longtemps après que se fut terminée la réunion, alors que le service d'ordre était tout à fait en place pour protéger la précieuse personne de l'ancien Président du Conseil, on vit apparaître, tout pâle, le Mendès, entouré de quelques-uns des organisateurs de sa réunion.

Bientôt des cris s'élevèrent : « Mendès au poteau! » et s'amplifièrent à l'unisson.

Autour des 60 gendarmes qui escortaient la précieuse personne de Mendès, les manifestants se regroupèrent et joignirent leur voix à celle de leurs camarades

Mendès, toujours entouré et protégé par ses gendarmes, pendant plus d'un quart d'heure, dut entendre les cris mille fois répétés de : « Mendès au poteau! »

La grande presse parisienne, habituée à lécher les bottes des puissants, a raconté à sa façon les faits.

Elle n'empêchera pas que Mendès conservera un souvenir cuisant de sa réunion de Caen.

LA PATRIE DES AMES PURES

par **Jean-André FAUCHER**

M. Bérard - Quélin aura beau, dans son « Index Quotidien de la Presse Française », continué à user de mots qui pour nous n'ont plus aucun sens, et faire de la gymnastique pour expliquer à ses abonnés que nous sommes, à « l'Heure Française » des gens de droite qui adoptent à l'occasion des positions de gauche, il ne réussira pas à nous en convaincre.

Il pourrait aussi bien écrire, par exemple, en se référant à notre ami Abel Clarté qui fut le second de Marc Sangnier, ou à notre camarade l'ex-militant qui fut l'un des dirigeants du Parti Communiste, que nous sommes des gens de gauche qui se plaisent à adopter parfois des positions de droite. Ce serait aussi sérieux et celà ne voudrait dire absolument rien d'autre.

M. Bérard-Quélin auquel je ne veux aucun mal est un de ces personnages qui continuent à danser la polka avec les fantômes de leur passé et qui se refusent à admettre que nous avons franchi une frontière, que nous sommes tous, de bon ou de mal gré, lucidement ou non, entrés dans un nouveau monde.

Ce que nous sommes ici ?

Nous sommes le parti de ceux qui ont dit non !

Nous somes le parti de ceux qui, une fois pour toutes, ont refusé d'admettre les fatalités de la décadence. Nous avons dû, pour nous définir, consommer trop de ruptures, et parfois briser trop de liens fraternels que le sentiment nous rendait chers, mais que la logique nous dénonçait quotidiennement, pour que nous acceptions qu'un quelconque commentateur qui vit encore avec ses lunettes d'un autre âge, vienne nous apprendre ce que nous devrions être si nous acceptions de « jouer le jeu ».

☞ (Suite, page 3).

Rendons à César...

Bernard Lefort, de « Franc-Tireur », ne lit pas « L'Heure Française ». Il a tort. Ce serait pour lui une lecture édifiante.

Et cela le dispenserait d'écrire, lorsque M. Edgar Faure envisage de réunir autour d'une table ronde les éléments les plus représentatifs de l'opinion algérienne, qu'il reprend là une idée dont M. Pleven fut le promoteur.

Erreur !

Avant Pleven, il y eut Michel Trécourt.

Et nos lecteurs savent que notre directeur fit cette proposition plusieurs mois avant que Pleven ne s'y intéresse.

Et M. Edgar Faure, lui, prend la peine de lire « L'Heure Française » !

Bibliothèque de Sciences Po

LA REPRESSION COLLECTIVE

Le délégué de Tébessa à l'Assemblée Algérienne, M. Abdelmadjid Mécheri, a signé le 26 septembre la motion Bendjelloul.

Son frère, le préfet Chérif Mécheri, secrétaire général du Haut Conseil de l'Union Française, n'y est absolument pour rien.

Cela n'empêche pas certains malins d'aller murmurer dans les couloirs que devant la position prise par le délégué de Tébessa, on pourrait bien en tirer vengeance en déplaçant le préfet.

La responsabilité collective appliquée à l'intérieur des familles, n'est-ce pas ?

Comme si nous ne savions pas que René Pleven fut ministre du gouvernement de Gaulle alors que son frère Hervé agonisait à la prison de Fresnes pour avoir servi le Maréchal Pétain !

BOUSSAC ET LE P. C.

Le bulletin du « Fil d'Ariane » a publié le 18 octobre une bien intéressante information. On y constate que depuis trois semaines « L'Humanité » et l'ensemble de la presse communiste ont brusquement fait le silence sur Marcel Boussac et sur ses milliards.

Or, du 1er au 9 octobre, les journaux communistes « L'Echo du Centre », « Liberté », « Le Patriote du Sud-Ouest », « Les Nouvelles de Bordeaux », « La Marseillaise », « Le Patriote du Sud-Est », « La République », « Le Petit Varois », « Les Allobroges » et « Le Patriote de Saint-Etienne » ont publié des placards publicitaires sur une demi-page vantant les mérites des « tissus garantis Boussac ».

Il a une fort jolie voix, M. Boussac...

Et il sait chanter !

LE COCKTAIL DE MINUIT

Sortant du cocktail de « L'Express », le député socialiste Daniel Mayer s'écria :

— C'était [illegible] Chantal, chez [illegible]

Et le journaliste Paul Dehème, apprenant que « L'Express » avait eu 38.620 lecteurs à Paris le premier jour et 41.000 seulement le lendemain, explique :

— C'était fatal !... Ceux qui prennent « L'Express » ne prennent pas le métro.

Que voulez-vous, Marie-Chantal roule en Cadillac, c'est bien connu !

LA BONNE BLAGUE

En première page, « L'Express » du 19 octobre reproduit la photo de prisonniers allemands qui, après dix ans passés dans les bagnes russes, retrouvent leur patrie.

Au centre d'accueil de Friedland, ils chantent ce qui était l'hymne national de leur pays lorsqu'ils furent mobilisés.

Quoi de plus naturel ?

Mais le rédacteur de « L'Express » s'en indigne et il écrit :

— Ils n'ont, semble-t-il, rien appris, dans leur camp.

S'ils y avaient appris « l'Internationale », on sent bien que le rédacteur trouverait cela beaucoup mieux...

UN HEROS DE LEGENDE

Jean Leroy, colonel à 32 ans et officier de la Légion d'Honneur, est un ami très cher de notre rédacteur en chef.

Ce héros authentique qui créa au Vietnam les Unités Mobiles de Défense des Chrétientés, pacifia à leur tête une zone de 500.000 habitants sur laquelle il « régna » pendant plusieurs années, adoré par les paysans, impitoyable avec les Viets, et pratiquant là-bas une véritable révolution agraire, dont Saïgon aurait pu s'inspirer si Saïgon n'avait pas été alors soumise à la loi sinistre des Letourneau.

C'est le récit de cette expérience magnifique que le colonel Jean Leroy vient de publier aux Editions de Paris sous le titre : « Un homme dans la rizière ».

A tous nos amis, nous en recommandons la lecture.

Le billet du piéton de Paris

Epître au pharmacien

Nous avons récemment publié dans cette page un écho intitulé « Ici Alpes-Maritimes » qui a provoqué quelques remous à Paris et sur la Côte.

Le pharmacien de Menton, M. Laporte, se présentant à Paris, chez Mendès-France s'y est fait quelque peu « sonner les cloches ». Car chez Mendès, on lit « *l'Heure Française* » et on a expliqué au pharmacien qu'il était inadmissible que toutes les opérations les plus secrètes préparées par le clan mendésiste de la Côte d'Azur soient connues rue de la Baume avant de l'être à « *l'Express* ».

Le pharmacien est revenu à Menton fort décontenancé.

Or, il se trouve que là-bas, le fait que nous ayons révélé que M. Jacques Bounin était le personnage central de l'affaire, avait provoqué de violents remous. Jacques Bounin, en effet, est bien connu dans la région et lorsque, pendant les dernières élections législatives, il voulut apporter la contradiction à M. Jean Médecin et à M. Emile Hugues, il fut conspué, malmené et molesté.

Les petits mendésistes du cru, qui ne se prennent pas pour de la petite bière, avaient décidé d'organiser un dîner sous le titre prétentieux de « réunion de la nouvelle élite ». Excusez du peu, Messeigneurs !... Aujourd'hui, le pharmacien et ses petits copains ont peur que ce dîner soit l'occasion pour quelques-uns de poser certaines questions embarrassantes sur le cas Bounin.

On en a parlé au « Lion's Club » de Menton. Le pharmacien Laporte a déclaré :

— A Paris, chez Mendès, on m'a révélé que « *l'Heure Française* » était dirigée par des gens qui ont eu de graves ennuis à la Libération. Il est inadmissible qu'un tel journal ait un correspondant à Menton...

Voyez-vous ça ? Ce n'est pas un correspondant que nous avons à Menton : c'est cinquante !...

Il est exact, Mossieur le pharmacien, qu'il y a à « *l'Heure Française* » des gens qui ont eu de graves ennuis à la Libération. Il y en a d'autres qui furent décorés à la même époque et pour tous, ici, l'un vaut l'autre.

Mais pour les mendésistes mentonnais qui ont l'indignation facile, nous tenons à leur disposition un récit complet des graves ennuis que connut M. Emmanuel Temple à la libération d'Alger, ce qui ne l'empêcha pas d'être ministre du Gouvernement Mendès-France.

Mais au « Lion's Club », le docteur Fornari précisa :

— Je suis abonné à » *l'Heure Française* » (ce qui [illegible] *est exact, N.D.L.R.)* et je suis celà de très près. Je crois que ses informations lui parviennent de Paul Fattaccioli et de ses amis !...

Comme Paul Fattaccioli est un garçon intelligent et fort influent dans le secteur, comme il a joué un rôle important dans le changement de la municipalité à Menton, nous en retiendrons qu'en nous l'attribuant comme correspondant, on ne sous-estime pas le rôle que nous pouvons jouer désormais dans les affaires politiques locales.

Pour l'heure, les amis de M. Jacques Bounin font courir le bruit qu'il est apparenté à la famille Finaly et que l'argent ne manquera pas si c'est lui qui prend la tête de la liste locale.

Mais nous qui n'avons pas cette chance d'être admis à « la réunion des élites », nous avons cependant parfois l'occasion d'approcher l'un ou l'autre des caïds du Mendès-Circus. Et nous avons eu cette chance de faire connaître le premier numéro de « *Ici Alpes-Maritimes* » à l'un des confidents du Superman.

— Alors, lui avons-nous fait observer, un quelconque Bounin parachuté par le système électoral mendésiste peut insulter un homme comme le préfet Huttin, qui mit son expérience au service du Gouvernement Mendès? Quelle leçon pour les autres départements !...

Et le confident du grand homme, nous a répondu :

— Oh ! vous savez, ce Bounin, il est en train, à Nice, de nous faire le coup de la carte forcée...

M. le pharmacien est prié d'en prendre bonne note...

Ici, nous ne partageons pas les idées de M. Huttin et il n'est sans doute pas une seule des nôtres à laquelle il accepterait de se référer. Mais si nous étions des gens du Système, nous aurions, nous, la loyauté de reconnaître que si le Système tient encore debout, c'est parce qu'il a eu des fonctionnaires de la valeur d'un Georges Huttin pour le servir.

Que le fonctionnaire Huttin puisse faire un excellent sénateur, c'est une autre question que nous laissons aux électeurs des Alpes-Maritimes le soin de trancher.

Mais entre Georges Huttin et ce petit arriviste sans astuce qu'est Jacques Bounin, notre choix est vite fait.

Il n'est pas certain que sur ce point précis, M. Mendès-France et M. Mitterrand aient une opinion différente de la nôtre.

Le pharmacien de Menton ferait bien de s'en informer !

DOMINICUS.

[illegible] imprimer à [illegible] chants de sa consolation ou même de son désœu- [illegible] dre plus va [illegible]

L'ANNIVERSAIRE DE CAO-BANG A MARSEILLE

En l'église du Sacré-Cœur, ce dimanche matin, anciens d'Indochine civils et militaires commémoraient le sacrifice de ceux qui tombèrent au service de la Patrie en Indochine.

Auprès des autorités militaires nous avons reconnu en tête des anciens du C.E.F.E.O., M. Boyer, délégué régional, et M. Grave, Maître Henry Bergasse, ancien ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, notre ami le docteur Henry Moreau, conseiller municipal de Marseille; M. le Colonel Danjaume, président régional de la Ligue Maritime et d'Outre-Mer, ainsi que le Lieutenant Charrié, des paras.

Après la cérémonie religieuse, les anciens combattants sont allés se recueillir à la place du Monument des Mort d'Orient qui s'appelle désormais Place Lieutenant-Gratien-Danjaume, en souvenir du jeune combattant mort au champ d'honneur en Indochine.

Mais à quand l'inauguration officielle de cette place ?

LES MENDESISTES ONT VOTE

Très ostensiblement, Mendès-France a voté pour Edgar Faure.

A la veille du congrès radical, il entendait prouver qu'il était un radical correct.

Mais comment ont voté les « poulains » de Mendès ?

Savary a voté contre. Mitterrand et Lanet se sont abstenus. Bettencourt était malade. Bardon s'est abstenu, ainsi que Fouchet. Chaban-Delmas a voté contre.

M. Mendès-France ne combat pas à visage découvert. Il attaque... par la bande !

HISTOIRE ATROCE

Un de nos lecteurs nous écrit pour nous raconter que cet été, passant à Lurs, il demande à un vieux paysan ce qu'il pensait de l'affaire Dominici, et le paysan lui répondit :

— Depuis deux ans, on fait beaucoup de bruit pour rien avec ça. C'est pourtant simple : une nuit, le vieux a pris son fusil pour aller tuer les bêtes sauvages et... il n'a tiré que des Anglais !

ICI, AGEN...

L'hebdomadaire régional « L'Opinion Indépendante » a reproduit dans son numéro du 7 octobre l'article de notre ami A. Albaret, « la pensée de Liautey », qui avait été publié par « L'Heure Française ».

Dans le numéro du 14 octobre du même journal, nos amis auront retrouvé l'article de Michel Trécourt « Le regain du poujadisme » et l'article de Jean-André Faucher « Quand la République est en proie aux voyous ».

UNE AFFAIRE DE FAMILLE

Ce fameux conseil du Trône, qui devait comprendre trois membres, en a finalement compris quatre.

Mais s'il était prouvé que le quatrième homme est un proche parent de la première femme du Général Boyer de Latour, le moins qu'il serait permis d'en conclure c'est que nous vivons tout de même une époque étrange.

A propos d'un "Journal de Litvinov"

A propos d'un soi-disant « Journal de Litvinov » publié tout récemment à Londres par l'éditeur André Deutsch, **M. Boris Souvarine** vient de donner dans la revue « *Contacts Littéraires et Sociaux* » (15 septembre-15 octobre) un article dont le retentissement est grand dans les milieux parisiens de l'édition.

Ce « Journal » est un faux, démontre M. Boris Souvarine avec des arguments absolument irréfutables ; l'éditeur André Deutsch lui-même le sait ; et s'il publie néanmoins ce texte, avec une préface d'un certain E.-H. Carr qui est lui-même au courant du caractère apocryphe de ce document, ce n'est pas seulement dans un but lucratif, c'est aussi parce que le soi-disant « Journal de Litvinov » apporte une aide appréciable à la propagande soviétique en Occident, notamment « en accréditant la thèse stalino-policière d'une connivence entre généraux allemands et soviétiques à des fins de coup d'Etat, et aussi en glissant ça et là des réflexions à l'éloge de Staline ».

Une preuve décisive de la fausseté du document, qui émane d'un certain . Bessedovski : une grande partie en a été composée avec des extraits du livre « Revelations of a Soviet Diplomat », émanant du G. Bessedovski en question, et qui a été publié en 1931.

Que faut-il en conclure ? Que les milieux britanniques sont plus pénétrés qu'on ne le croit par les agents du communisme... Il est vrai que le récent rebondissement de l'affaire Mac Lean-Burgess en témoigne abondamment. Mais nous en avons là une confirmation supplémentaire.

Henri DELAVIGNETTE.

UN FAUX MENDESISTE

Le numéro de l' « Express » du 14 octobre publie la photo d'un groupe de jeunes gens enthousiastes qui célèbrent la parution du nouveau quotidien.

Au premier plan, un jeune homme portant lunettes, moustaches, et nœud papillon sourit ironiquement.

Et nous avons reconnu l'un des dirigeants versaillais du Centre des Républicains Nationaux de Roger Palmiéri.

S'ils n'ont que des mendésistes comme celui-là, ils repasseront !

LE COCKTAIL DE MINUIT

« L'Express » a offert une réception nocturne à 3.000 personnes à l'occasion de la sortie de son premier numéro quotidien.

La liste des personnalités présentes a été reproduite dans le numéro du 14 octobre. Un seul personnage fut omis : M. Pierre-Bloch, le ci-devant directeur général de la S.N.E.P.

Simple oubli ? Peut-être...

Mais dans les photos du cocktail, on nous présente Carmen Tessier, Paul et Jacqueline Auriol, Pierre et Lily Mendès. Gilbert Grandval et Madeleine Renault. On oublie toutefois de nous révéler le nom de la jolie femme qui pose sur la photo entre Carmen Tessier et Paul Auriol : nous avons reconnu Gaby Pierre-Bloch.

Décidément, la consigne avait été donnée...

UNE INVITEE DE MARQUE

Dans les bars chics de la rue Marignon et de la rue Marbeuf, on en parlait depuis le lundi.

— Est-ce que tu viens au cocktail de « l'Express », [illegible]

Celle qui nous demandait cela, ajoutait :

— Moi, je suis l'invitée personnelle de Françoise !

Bigre ! Françoise Giroud a des relations. Pour faire le nombre, elle est allée jusqu'à inviter des inculpées du Complot de la Pentecôte.

Après ça, elle viendra nous dire du mal des « factieux » !

LE MOT INTEGRATION

C'est la question à l'ordre du jour :

— Qui a inventé le mot « intégration » ?

Les radicaux Bourgès-Maunoury et Caillavet ont laissé entendre que l'inventeur en serait François Mitterrand.

Ce n'est pas exact.

Le mot fut utilisé pour la première fois, bien avant la guerre, par le journaliste vietnamien Pierre Do Dinh, qui collabore aujourd'hui au « Monde » et qui se trouvait aux côtés de Roger de Saivre, le jour où l'actuel député d'Oran reçut un coup de couteau d'un communiste indochinois.

LES ABONNES FACILES

« L'Express » annonce pour ses débuts un chiffre de tirage sensationnel.

La belle affaire !

Si « **l'Heure Françanse** » tire demain à un million d'exemplaires sur lesquels **999.000** seront distribués gratuitement, étonnez-vous de notre fortune et considérez que nous nous sommes « vendus ».

Les docteurs, les dentistes, les avocats, les commerçants, reçoivent « **l'Express** » gratuitement.

Et même certains des collaborateurs de « **l'Heure Française** »...

S'ils n'ont jamais que des mendésistes comme ceux-là pour faire recette, ils peuvent toujours attendre !

Bibliothèque de Sciences Po

UNE CONFIDENCE INEDITE

Nous sommes en mesure de révéler qu'au cours de son voyage à Antsirabé, le directeur du cabinet de M. Pinay, M. Yrissou, a reçu de l'ex-sultan Ben Youssef une confidence fort grave. Il y a quelques mois, M. Mendès-France, qui était encore Président du Conseil, dépêcha auprès de lui le docteur Dubois-Roquevert qui lui dit :

— Il vous faut signer votre abdication et si vous n'êtes pas sage il y a de la place pour vous à la Guyane ou à la Réunion.

Ben Youssef en a conservé le souvenir amer.

Auss', lorsque Mendès se pose, aux yeux des Marocains, en ami de l'ex-sultan, on commence à savoir à quoi s'en tenir à Rabat et à Tétouan, au Caire et... à Karachi.

●

ICI, LIMOGES...

Le nouvel hebdomadaire que dirige à Limoges notre excellent ami Jean-Marie Desselas mène dans cette région où nous comptons de nombreux camarades, un combat courageux. Parlant de « L'Heure Française », « Ici Limoges » du 15 octobre en écrit :

« Il est difficile de « classer » ce jeune hebdomadaire, à l'anticommunisme lucide, qui recherche des solutions aux problèmes de l'heure à droite, à gauche... ou au-delà. »

●

LES JOYEUX PLAISANTINS

« *Combat* » a écrit qu'il y avait 1.000 personnes au meeting de Tixier-Vignancour à Wagram.

« *Paris-Presse* » n'en a vu que 200. « *Paris-Presse* » a la vue basse.

Mais son rédacteur rapporte qu'un auditeur interpella Jean-Louis, que celui-ci ne sut que répondre et fit expulser l'interpellateur.

O ! Honnêteté professionnelle !

1.500 personnes ont pu voir que nul n'avait interpellé l'orateur et que personne n'avait été expulsé.

PROCEDES REGRETTABLES

Depuis la mi-septembre, les élus du 2e collège algérien avaient acquis la conviction que M. Jacques Soustelle, Gouverneur Général de l'Algérie, inspirait directement les articles publiés dans « **Combat** » par le journaliste Claude Delmas.

Il n'en falut pas davantage pour durcir brusquement les positions réciproques, lorsque M. Delmas se mit à attaquer directement les élus algériens et à les gratifier d'épithètes qui auraient à la rigueur été acceptables d'un pamphlétaire mais qui le seraient moins sous le porte-plume d'un Gouverneur Général.

Le docteur Bendjelloul affirme qu'on est allé jusqu'à utiliser contre lui des textes sortis des cartons de la police.

C'est de bonne guerre ? Peut-être...

Mais ce n'est pas de bonne diplomatie.

LA PATRIE DES AMES PURES

(Suite de la 1re page).

Nous n'avons rien inventé, d'ailleurs. Je me souviens de ce candidat aux élections partielles de Paris, — c'était M. Charles de Jonquières, je crois... — qui avait choisi, il y quelques années l'étiquette de « national - progressiste ». Au-delà d'une candidature qui ne voulait être que symbolique, il enseignait sans doute aux militants qui se laissaient enfermer trop facilement dans le vocabulaire de l'adversaire, qu'il est possible parfois d'accoler des qualificatifs que les théorisiens du Système avaient prétendu, en 1944, répartir définitivement de part et d'autre des cloisons étanches, que les partis essayaient alors d'édifier au milieu de l'opinion publique.

On a dit et répété que l'originalité de l'équipe de « l'Heure Française » était évidemment d'être composée d'éléments ayant de 30 à 40 ans. C'est inexact. L'équipe, elle a de 20 à 40 ans. Cette jeunesse des Ecoles dont Paris se souvient qu'elle fit les révolutions et souleva plus d'une fois les pavés de son Histoire, cette jeunesse ouvrière des grands ports dont l'adhésion, à Marseille, à Bordeaux et à Alger demeure notre fierté, elles nous apportent à nous, leurs ainés de dix ans, cette pureté des âmes qui demeure notre plus beau prétexte pour continuer un combat dans lequel, du haut de nos 34 ans, nous avons accumulés depuis 1936, à travers mille expériences tragiques, les coups les plus durs et les leçons les plus douloureuses. Nous savons ce qu'il en coûte en France d'avoir la foi et de la crier très fort aux quatre coins de l'opinion.

Nous avons, il est vrai, la politique de notre âge. Qu'il s'agisse de la recherche de la condition d'existence la meilleure pour toutes les classes de la société, qu'il s'agisse de la définition du mieux-être social pour les deux populations algériennes, qu'il s'agisse de la grande évolution des diplomaties vers la construction d'un monde moderne contraint de s'adapter, au XXe siècle, à une loi politique des grands espaces, nous voyons le problème avec les yeux de notre âge.

Au risque de scandaliser certains de nos lecteurs, je me permettrai d'écrire ici que j'ai acquis cette certitude, au cours des dernières semaines, qu'un élève de Sciences Po qui lit « Le Jacobin » et un jeune métallo de la Courneuve qui lit « l'Heure Française » ont sur les grands problèmes de l'actualité — qu'il s'agisse de l'Algérie ou de l'accord des salaires conclu chez Renault — beaucoup plus d'idées communes qu'ils n'en auraient, l'un président de la section radi- avec le vénérable et chenu cale de Barbentane, l'autre avec le nonogénaire colonel de zouaves qui se souvient qu'en 1890, il montait la garde à Tunis, devant le Palais du Bardo.

Par contre, on ne m'enlèvera pas de l'idée que M. Edouard Herriot et M. Paul Reynaud ont aujourd'hui le même regard pour contempler un monde qui leur échappe. Ils ont vu ce que nous ne verrons jamais, certes. Mais nous voyons ce qu'ils se refusent à voir...

Dieu nous garde de vouloir pour autant pratiquer ici une politique du « cocotier » !... Le « ôte-toi-de-là-que-je-m'y-mette » est une formule qui a fait trop de dégâts en 1944 et qui a provoqué dans le système administratif du pays une crise morale et technique trop profonde dont il ne s'est jamais relevé pour que nous acceptions d'y souscrire.

Mais, la génération de ceux qui eurent 20 ans en 1940 a acquis douloureusement, dans chaque camp, une expérience unique et qu'aucune autre génération n'eût avant elle à cet âge. Partout dans le domaine privé, de jeunes hommes sont aux leviers de commande. Ouvrez au hasard un bottin de cette année : le directeur de la Jurisprudence Générale Dalloz, M. Georges Alapetite, est né en 1921. M. Pierre Alby, qui fut de 1949 à 1953, chef du service de l'économie de guerre au Secrétariat Général Permanent de la Défense Nationale et qui est actuellement secrétaire général-adjoint du Comité Interministériel pour les Questions de Coopération Economique Européenne, est né en 1921.

Le collaborateur du ministre Berthoin, M. Pascal Arrighi, est né en 1921. Il est maître des Requêtes au Conseil d'Etat après avoir, en 1949, professé à l'Ecole Française de droit du Caire.

M. Guy d'Arvisenet qui est chef du service d'Etudes de l'Assemblée Commune de la Communauté Européenne du et de l'Acier, n'a que 39 ans.

Qu'il s'agisse de cinéastes comme Alexandre Astruc, de professeurs comme M. Jean-Marie Auby, de fonctionnaires comme M. Jacques Maroselli, d'industriels, d'artistes, de chirurgiens, de savants, d'écrivains ou de pilotes d'essais, la France, pays que conduisent au désastre des vieillards tragiques, est restée un pays étonnamment jeune.

Le drame qui menace son destin est imminent parce que les hommes jeunes qui sont l'esprit de la France, son génie parfois, son honneur souvent et son courage encore, lui assurent d'écrasantes responsabilités à tous les étages de la vie nationale, n'ont actuellement aucune possibilité de participer à la gestion politique du pays.

Nous allons vers l'abîme et ceux qui nous ont menés là n'ont plus qu'un désir : celui d'échapper à la colère d'un peuple qui commence seulement à se rendre compte.

Seules, des équipes jeunes et dynamiques, courageuses et lucides, peuvent redresser la barre dans cette tempête où le régime fait naufrage. Notre heure, nous le savons, sera celle de la catastrophe. Nous nous y préparons avec autant de conscience qu'il nous est possible.

M. Bérard-Quélin et quelques autres de ses amis peuvent encore, s'il leur plait, continuer à s'amuser au petit jeu de la droite et de la gauche. Quant à nous, alors que tout s'effondre, que tout se désagrège et que tout se déshonore de ce qui fut la patrie française, nous en appelons à la mobilisation des volontaires pour sauver, alors qu'il en est encore temps, ce qui peut encore l'être...

Tous les « pourris » du régime ne sont pas des vieillards, certes...

Mais la France de 20 ans est encore la patrie des âmes pures...

C'est avec elle qu'il faut nettoyer les écuries d'Augias de la République. Et pour obtenir son adhésion, ne lui parlez pas de la droite et de la gauche : elle est comme nous, elle ne sait pas ce que ça signifie...

J.A.F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM ..... PRENOMS .....

ADRESSE .....

Découpez ce bulletin, joignez-y un mandat de :

1 an : 1.500 francs. — 6 mois : 800 francs — 3 mois : 450 francs.

à adresser à PRESSE TELEGRAMME

2 bis, rue de la Baume, PARIS 8e - C.C.P. PARIS 9989.31

NOUS REFUSONS D'EPOUSER LA NUIT

(Suite de la 1re page).

munes où Asmodée captait la nuit nos rêves de militants ? Ce sont des édifices sinistrés ou des ilots insalubres. Le jeune communiste de 1930, peut-il, s'il n'a pas réussi à faire carrière dans la littérature faisandée, admettre encore les scapinades du jésuitisme soviétique ? Cette équipe de la Flèche, à laquelle j'appartins, et qui tenait toute dans l'ascendant de son guide Gaston Bergery, s'est dispersée aux quatre vents de l'aventure. L'Action Française est devenue un mausolée où brillent les icônes des héros morts et d'une pensée en déshérence. Les flamboiements du fascisme français, musclé un instant par la convergence de Barrès, Soril et Proudhon, ne s'est pas plus remis du suicide de Drieu La Rochelle que du martyre de Brasillac. Aussi vide-t-il encore ses querelles en des œuvres ou des éclats qui prennent un visage posthume. Ces ligues prétoriennes de type classique et préposées à la reconduction des conseils d'administration de la bourgeoisie voltairienne en mal d'union nationale, ont subi l'habile désagrégation de 1944. Les Indépendants n'ont même pas réussi à grouper autour d'eux les fils de ces notables prosaïques, qui siègent tristement dans les ministères du bas-empire. Le parti socialiste, qui s'appuit sur un quarteron d'employés en lustrine et de gaziers assurés sociaux, ne représente plus rien ni personne. Il reste évidemment le parti radical, dont la survie est précisément fonction de la modestie de pensée. C'est la machine de la République. Elle tourne d'elle-même, puisqu'elle est le complément de l'affairisme et le refuge de tout individu qui décide un jour de concilier sa réusiste matérielle avec la gestion de la chose publique. Nous vivons l'agonie de toute une époque : du french-cancan et du marxisme, de Lamartine et de Descartes, de la machine à vapeur et du surréalisme. Nous discourons sur la guerre atomique et notre intellect est encore en pantalon garance. En veut-on deux exemples ? Cette classe ouvrière communiste, et qui ne saurait aller ailleurs, suit les mots d'ordre de l'anticolonialisme et souhaite l'abandon par la France de toutes ses possessions d'Outre-Mer. Or il est prouvé que cet effacement entrainerait le ralentissement de la production industrielle et le chômage, et que la première classe atteinte dans son confort, pourtant si modeste, serait la classe ouvrière. Ne voit-on pas en outre, sous le fard d'un réalisme accommodant, les trusts encourager par la coexistence avec Moscou, l'étape de désagrégation dont est menacé l'Occident ?

Il ne faut pour jouer ce jeu ni courage ni imagination. Seulement beaucoup de myopie et un dérèglement de l'instinct. C'est ce désespoir que nous avons récusé, ce défaitisme auquel nous refusons de nous soumettre. Il n'y a pas de fatalité pour les hommes décidés à maitriser leur temps, plutôt qu'à s'allonger dans le lit du courant. La vie, a de telles richesses gâchées, de telles constructions imprévues, qu'au-delà de ces ténèbres qui n'arrivent pas à nous aveugler, nous voulons croire que beaucoup d'hommes pourront un jour se retrouver. Nous ne leur demanderons pas d'où ils viennent, mais seulement où ils veulent aller. Nous serons alors, avec d'autres orphelins de la lumière, ces passants matinaux témoins du miracle du jour.

M. T.

M. Servan-Schreiber en a menti !

(Suite de la 1re page).

ajoute qu'au surplus « L'Express » hebdomadaire ne paraissant plus, il est donc impossible d'y publier une rectification. Magnifique astuce, n'est-ce pas ? « L'Express » quotidien de M. Servan-Schreiber ne reconnaît pas les dettes de « L'Express » hebdomadaire dirigé par le même Servan-Schreiber.

4. - Qu'est-ce donc que cette information qui aurait été fournie par un organisme de Poujade ? Je ne connaissais pas cet organisme ni ses bureaux de la rue Molière où je n'ai jamais mis les pieds. Seulement j'ai voulu en avoir le cœur net. Je me suis renseigné et j'ai obtenu au téléphone un des responsables de ce bureau qui, si j'ai bien compris, n'est autre que le service d'information du mouvement Poujade.

J'ai demandé s'il était exact que ce bureau ait fourni à « L'Express » une information attribuant à Albertini et à Barbé un rôle quelconque dans la direction du mouvement Poujade. Il me fut répondu que ce service d'information avait effectivement reçu la visite d'un rédacteur de « L'Express » venan ts'informer sur l'activité du mouvement de Saint-Céré mais qu'à aucun moment ,il n'avait pu être question d'Albertini ni de Barbé .Et pour cause !

5. - J'informai le service poujadiste en question de la déclaration écrite du rédacteur en chef de « L'Express » affirmant qu'il tenait son information des bureaux de Poujade sis au 13, rue Molière. Les responsables de ce service demandèrent alors au journaliste de « L'Expresse » qui leur avait rendu visite et qui se nomme Charron (je m'excuse auprès de lui si j'orthographie mal son nom) de dire si oui ou non on lui avait parlé d'Albertini et de Barbé. Le journaliste Charron affirma que jamais personne rue Molière n'avait prononcé nos noms. Les dirigeants du bureau d'information de Poujade demandèrent au journaliste de « L'Express » de bien vouloir répéter sa déclaration à Albertini. Ce que M. Charron fit en affirmant sur l'honneur qu'il n'avait jamais écrit un mot dans son article mettant en cause Albertini ou Barbé.

Il est donc clair que c'est la direction de « L'Express » qui intercala dans l'article de son collaborateur le paragraphe nous mettant en cause. Nous n'avons aucune raison de douter de la bonne foi et encore moins de la parole d'honneur de M. Charron.

Mais alors que penser de la direction de « L'Express » et de son rédacteur en chef qui estiment devoir justifier la publication d'une information inexacte par un mensonge grossier mettant en cause leur propre rédacteur en lui attribuant une affirmation qu'il n'a jamais formulée ?

Nous n'avons de leçon à donner à personne, mais nous pensons que ce sont là des procédés bien particuliers et indignes du journalisme. Et nous ajouterons que la direction de « L'Express » ne se grandit pas en falsifiant les articles de ses propres colaborateurs et en y ajoutant des ragots et des insanités que l'on peut trouver dans les petits « papiers » nauséabonds des indicateurs et des provocateurs que les services de police eux-mêmes ne touchent qu'avec des pincettes. Tout cela pour étoffer sans scrupules et coûte que coûte une opération politique misérable.

Que la direction de « L'Express » balaie devant sa porte avant de se vanter de vouloir rénover les mœurs politiques et surtout l'honorable profession de journaliste.

En m'excusant d'abuser de ton hospitalité sympathique, crois, mon cher Faucher, à ma vive amitié.

Henri BARBE.

Bibliothèque de Sciences Po

L'EUROPE est-elle DEFENDUE ?

Bien que M. Rémy Roure, du « Figaro », ait distingué dans le peuple russe « un désir de paix », l'U.R.S.S. demeure littéralement surarmée et sur pied de guerre. Telle est la conclusion qui ressort des entretiens entre ministres de la défense des pays membres de l'O.T.A.N. qui se sont réunis à Paris. On a pu lire dans la presse quotidienne, du moins dans celle qui garde encore le souci d'informer de temps en temps objectivement le public, ce verdict sans détours prononcé par le Britannique Sir John Whiteley : « La puissance militaire soviétique est une plus grande menace pour l'Ouest qu'elle ne l'était voici un an, en dépit des gestes soviétiques d'apaisement ». Cette menace est constituée par cent soixante-quinze divisions de l'armée rouge, dont la force a été augmentée par des armes nouvelles et un entraînement intensif. « Le général Whiteley, lit-on dans le « News Chronicle », a admis que l'actuelle force soviétique indique des progrès beaucoup plus importants que ne l'avaient prévus les chefs occidentaux ». A cela, il convient d'ajouter que l'aviation soviétique a également accru sa production de bombardiers lourds et de chasseurs à réaction. Enfin, sa flotte sous-marine, la plus puissante dans l'histoire du monde, dépasse en quantité comme en qualité celle de tous les autres pays réunis, et ce n'est probablement pas pour aller explorer le fond des océans.

En face du bloc soviétique surarmé, l'Occident n'a pas grand' chose. Le général Gruenther, commandant en chef des forces « alliées » en Europe, n'a pas manqué de souligner que, depuis l'envoi de renforts français dans cette Afrique du Nord où, comme dans tout le monde arabe en effervescence, les Soviets s'apprêtent à tirer de beaux et substantiels bénéfices, les troupes présentement placées sous son autorité avaient encore diminué en importance. « Et elles n'étaient déjà guère nombreuses », a-t-il ajouté. Le général a aussi rappelé que les pays européens, qui lui promirent de renforcer leurs effectifs, n'ont pas tenu leurs engagements, et qu'il ne semblait pas qu'ils aient l'intention de les tenir. Il est bel et bon d'écrire, comme le « Figaro » sous la signature de son correspondant diplomatique, que « les militaires de l'O.T.A.N. n'ont pas conclu de ces constatations (c'est-à-dire l'écrasante supériorité militaire de l'U.R.S.S. au point de vue « armes conventionnelles ») que l'U.R.S.S. désire la guerre ». L'auraient-ils fait que nous ne serions guère plus avancés : tout juste un peu plus désemparés. Mais la logique commande de se demander à quoi peut bien servir en Union soviétique, ce potentiel militaire formidable, sinon à préparer de futures hostilités ? Il est significatif que, sous l'influence de cette « détente » qui n'est qu'un leurre et d'une assez indécente fraternisation d'armes (surtout ces jours, alors que rentrent quelques débris de cette Wehrmacht qui voulut conjurer la menace bolcheviste) comme celle qui a vu le croiseur soviétique Sverdlov parader à Portsmouth et le porte-avion britannique Triumph en faire autant à Leningrad, il est significatif que les socialistes anglais, pour ne prendre que cet exemple typique, réclament à cor et à cri une diminution de la durée du service militaire et une réduction des forces présentement sous les armes.

La durée du service militaire dans l'armée britannique fut, ces dernières années, successivement fixée à dix-huit, douze, puis de nouveau dix-huit mois. Attlee, pris de panique lors de l'agression communiste en Corée, l'éleva à deux ans. Nous ne sommes probablement pas à la veille d'un nouveau conflit coréen, encore que l'Afrique du Nord et Chypre soient, du point de vue européen, tout aussi et même plus graves. Quoi qu'il en soit, la défense de l'Occident est-elle si solide, si sûre et si parfaite pour que l'on puisse songer à relâcher l'effort ? Les récentes déclarations du général Gruenther indiquent assez que, se relâcher présentement, cela équivaudrait à un suicide. « Les démocraties, a observé le « Daily Mail », sont toujours prêtes à cesser toute surveillance au premier mot doux. Mais l'ours ne se repose jamais ». Et d'ajouter : « Prenez le cas de l'Egypte. Ayant reçu une commande d'armes, les Soviets offrent maintenant au Caire une grosse aide financière. La semaine dernière, les Soviets avaient glissé un pied à travers l'entrée du Moyen-Orient. Aujourd'hui, ils sont presque dans le salon ». L'infériorité militaire de l'Occident n'est pas seule en cause. « Avoir l'armée de sa politique », avertit le général Béthouart. Or, l'Europe n'a non seulement pas d'armée digne de ce nom, mais guère de politique non plus. Cette absence de politique véritable, coordonnée, patiemment élaborée et lentement mûrie, est probablement à l'origine de cette infériorité militaire si sensible à l'égard du bloc soviétique. L'affaire de Chypre, comme le vote stupide de l'O.N.U. sur l'Algérie ont affaibli l'O.T.A.N. La défense occidentale, qui manque d'une idée politique fondamentale comme d'un idéal vraiment noble (personne n'aura d'enthousiasme à défendre l'Europe, si l'Europe ce n'est que la démocratie), cette défense occidentale a reçu un camouflet lors du traité autrichien et elle risque de se trouver profondément divisée à l'occasion du vote en Sarre.

Même en mettant les choses au mieux, on s'aperçoit que notre continent demeure à la merci de l'invasion rouge. Que les Etats-Unis, pour une raison ou pour une autre, décident de retirer leurs troupes du continent, et nous serons alors à la veille d'une ruée soviétique. C'est pourquoi la présence américaine demeure indispensable en Europe, que cela plaise ou non. D'autre part, en dépit de ses faiblesses, de ses erreurs et de ses défaites, l'O.T.A.N., réorganisé et consolidé, pourrait devenir un puissant instrument défensif. Ce n'est pas pour rien que Khrouchtchev a déclaré au Canadien Pearson lors de leur entretien de Crimée : « Le meilleur conseil que je puisse vous donner, c'est de quitter l'O.T.A.N. ». En vue de la réorganisation de l'O.T.A.N., le maréchal Montgomery a suggéré l'établissement d' « une autorité suprême politique et militaire » contrôlant la défense du monde libre, laquelle aurait son siège aux Etats-Unis « puisque les U.S.A. sont les seuls en Occident à disposer d'une large force aérienne stratégique ». L'idée du vainqueur d'El Alamein est certainement originale et intéressante mais, du train où vont les choses dans les parlements occidentaux, on peut s'attendre à autant d'obstacles que pour la C.E.D. et à trois ou quatre années de stériles délibérations. Trop de naïfs croient encore comme le « Monde », que « le désarmement demeure la seule sauvegarde de la paix future », alors que nous sommes sans défense vraie et que l'U.R.S.S. nous menace de ses cent soixante-quinze divisions surarmées et de ses vingt mille avions.

Pierre COURVILLE

LES DECLARATIONS DE MOLOTOV AU JOURNAL "ARRIBA" FONT SENSATION EN ALLEMAGNE

"Die Welt" reproche aux Occidentaux leur attitude à l'égard de l'Espagne

par **Adolf MORENO**

CORRESPONDANT de *l'Heure Française* à Hambourg

(Du correspondant de l'Heure Française à Hambourg, Adolf Moreno). — **Depuis la visite de Boulganine et sa déclaration d'amitié à Tito, depuis la chute spectaculaire de Béria, il n'est pas de nouvelle qui, en Allemagne, ait provoqué une impression analogue à celle produite par les récentes déclarations de Molotov au correspondant du journal espagnol « Arriba ».**

Les manchettes des journaux allemands reflètent l'étonnement devant les surprenantes paroles du Ministre soviétique. La première réaction fut de surprise. Puis, les jours passant, les commentaires reflétèrent une humeur plus égale. Tel est le cas de « Die Welt », l'un des hebdomadaires les plus sérieux de la République Fédérale qui va jusqu'à reprocher aux puissances occidentales leur mauvaise volonté à considérer l'Espagne comme appartenant, elle aussi, au Monde Occidental.

On fait ressortir dans la presse allemande que c'est justement la Russie qui insista sur le fait que l'Angleterre et la France, pour ne pas déplaire à l'U.R.S.S., tinrent à l'écart et l'Espagne et l'Allemagne. A l'heure actuelle les Allemands établissent le parallèle entre les situations de leur pays et de l'Espagne en même temps qu'ils se rappellent de l'attitude prudente et réservée des Occidentaux lors de la discussion à Genève sur l'unification de l'Allemagne.

Les conclusions auxquelles conduisent les déclarations de Molotov sont claires. On estime tout d'abord que la position de Franco se trouvera renforcée au sein du Monde Occidental, que l'opposition systématique de la France et de l'Angleterre à l'entrée de l'Espagne dans le concert des nations sera de nul effet et que, d'ores et déjà, il serait ridicule pour elles de conserver cette attitude.

On interprète également les déclarations soviétiques comme une confirmation de la volonté de la Russie d'affermir sa situation en Europe. N'ayant, pour le moment, pas d'autre aspiration, elle accorderait au monde une trêve qu'elle emploierait à se fortifier et à « digérer » ses conquêtes.

On ne croit évidemment pas que la politique de l'Espagne à l'égard de la Russie puisse prendre une nouvelle tournure, mais on mise sur l'idée qu'un changement d'état d'esprit favoriserait la position des Allemands dans leur politique de rapprochement avec le bloc oriental.

Sur le plan politique, les journaux allemands parlent de l'Espagne et en parlent ouvertement. La crainte a disparu qui, tout récemment encore, était sensible chez beaucoup d'Allemands peu désireux de voir rappeler les anciennes relations de leur pays avec l'Espagne.

Un Allemand cultivé et à l'esprit observateur me fit remarquer un jour en déjeunant que, cette semaine, plusieurs cinémas projetaient de nouveau le vieux film espagnol « Rien de nouveau à l'Alcazar ». Ce fait est apparemment sans aucune importance et cependant une telle projection eut été impossible il y a quelques années.

VUES SUR

L'heure de Londres

Parler pour ne rien dire

Tant à Bournemouth chez les conservateurs qu'à Margate avec les socialistes, les Britanniques eurent quelques bonnes raisons de se sentir déçus des conférences annuelles de cet automne. Il ne s'y est pour ainsi dire rien passé et, dans « Time and Tide », un chroniqueur peut écrire que « la politique en Grande-Bretagne aujourd'hui est un plat à moitié froid, et un plat servi à moitié froid est presque aussi mauvais que pas de plat du tout ». L'électorat britannique qui vota à droite le 26 mai dernier pour barrer la route au marxisme du Labour comme dix ans plus tôt, il avait élu au pouvoir la gauche par dégoût du capitalisme international, cet électorat a été choqué de voir le congrès socialiste de Margate ouvert officiellement le 10 septembre par le maire de la ville, le lieutenant-colonel C.F.S. Witts, lequel, seulement deux jours plus tôt, était un délégué à la conférence des conservateurs à Bournemouth !

L'impression domine dans certains milieux londoniens que les conservateurs ne valent finalement guère mieux que les travaillistes. « Les gouvernements conservateurs observe encore « Time and Tide », prennent aux citoyens autant d'argent — sinon plus — que ne le firent les gouvernements socialistes ». Peu avant la conférence de Bournemouth, le chancelier de l'Echiquier Butler, dans un discours aux banquiers de la City, annonçait que pour conjurer la crise économique, il allait falloir encore réduire les crédits et restreindre la dépense. Présentement, la Grande-Bretagne achète pour plus que ce qu'elle gagne, et elle couvre ses achats en prélevant sur ses réserves. Aux conservateurs, M. Butler a lancé ce nouveau slogan : « Etendre le succès et réprimer l'excès ». Quelqu'un rappela à ce sujet la remarque ironique d'Oscar Wilde : « Rien ne réussit comme l'excès ». Citons encore la revue « Time and Tide » : « M. Gaitskell combattrait la crise en imposant de rigides contrôles physiques. M. Butler recherche le même objectif — réduire la consommation domestique — en contrôlant le crédit. Aucun d'eux ne semble comprendre que cette crise est une crise du 3 %, laquelle pourrait être surmontée en quelques semaines par une augmentation de la production dont le pays est parfaitement capable. Aucun d'eux n'applique le slogan « Rendez le peuple à la liberté ». Aucun d'eux ne propose quoi que ce soit pour libérer et stimuler les énergies créatrices de la nation. Aucun d'eux ne semble avoir tiré des conclusions du formidable exemple de l'Allemagne occidentale ».

Politiquement, Bournemouth fut sans intérêt. A part quelques voix qui s'élevèrent avec la discrétion capacités de premier ministre d'Eden, on n'entendit aucun exposé décisif. Harold Macmillan se contenta d'avertir son parti de ne pas attendre de la conférence de Genève des quatre ministres des affaires étrangères un résultat spectaculaire. Un député prit la parole pour souligner que « le rebondissement de l'affaire Burgess-Maclean nous rappelait que, pendant que des mots doux sont échangés sur les bords du Léman, l'espionnage soviétique continue ». Et encore : « Nous craignons que les leaders du bolchevisme mondial n'aient nullement renoncé à leurs ambitions de domination universelle ».

Chez les socialistes réunis à Margate, Bevan-la-haine a subi de nouveaux revers. Non seulement, il a perdu des voix lors de l'élection au poste de trésorier du parti, mais encore l'occasion ne lui fut pas offerte de prononcer un de ces fracassants discours dont il possède le secret. Au chapitre de l'anti-européanisme et de l'anti-germanisme, Bevan fut cette fois remplacé par le pasteur félon Niemöller, l'ami des Soviets bien connu. Par quel hasard, ce fossoyeur de la nation allemande s'est-il trouvé à Margate, la presse ne l'a pas dit. Toujours est-il que, lors d'un meeting « d'inspiration pacifique » (comme on dit au « Monde »), le pasteur philo-soviétique dénonça « les forces démoniaques remises en marche dans « son » pays par le réarmement ». Nous signalons la chose à titre purement documentaire. Il est bien évident que les socialistes britanniques ne croient pas un mot de l'exposé du pseudo-pasteur puisque, dans leur forte majorité, ils approuvent le réarmement indispensable de l'Allemagne.

Par ailleurs, le Labour a d'autres chats à fouetter. Ni la succession du vieux Attlee, ni le problème de l'avenir du parti ne sont encore résolus. La conférence n'a apporté aucune solution, et le rapport Wilson tant attendu sur les causes de la défaite électorale du 26 mai, après avoir été soigneusement expurgé en comité secret, s'est révélé un ramassis d'ennuyeuses confessions et de mornes aveux. La politique du Labour est en faillite parce qu'elle ne correspond plus à rien. Les motions réclamant un plus ample programme de nationalisations furent toutes rejetées. Le « droit strict de l'ouvrier » à se mettre en grève (c'est-à-dire sans se référer à l'autorité syndicale) fut condamné. La force des socialistes, jadis, provenait du chômage massif. Or, le plein-emploi est aujourd'hui une réalité. « Les socialistes, note Fred Majdalany dans le « Daily Mail », se trouvent dans la position d'une brigade de pompiers en exercice dans une place où il n'y a aucun incendie. Deux possibilités se présentent à eux : provoquer un incendie eux-mêmes ou se transformer en maraîchers ».

Bournemouth, Margate ? « On parle, on examine des résolutions, on se disperse, conclut « Time and Tide ». Rien n'aura été changé, et la marche impitoyable des événements continue ». On a parlé, certes, et d'abondance, mais pour ne rien dire ou pour endormir l'électeur.

P. HOFSTETTER.

P.-S. — Le « News Chronicle », organe libéral de gauche, consacre deux colonnes à l'apparition de ce petit avorton qu'est l' « Express » devenu quotidien (alors qu'il ne s'est jamais intéressé à aucune autre nouveauté de la presse française). Une information nous apprend aussi que l'ambassadeur britannique à Paris sir Gladwyn Jebb assista au « départ » de la feuille de Mendès. Comme quoi, certaines louches accointances britanniques de Mendès établies par Henry Coston dans « Les Financiers qui mènent le monde » semblent se confirmer...

ICI, BAYONNE...

C'est avec plaisir que nous avons constaté que l'excellant journaliste Jean Garat, directeur de « Côte Basque Soir » qui soutient, on le sait, les chances électorales de Jean-Louis Tixier-Vignancour dans les Basses-Pyrénées, vient d'adopter sur le problème algérien une position identique à la nôtre. Il écrit en effet le 11 octobre :

« Tant à cause du déplacement vers la gauche de la majorité parlementaire, que du simple bon sens, nous ne croyons pas que la doctrine « intégraliste » ou « intégriste » puisse être fermement maintenue.

« Dans le discours qu'il a prononcé dimanche à Saint-Brieuc, René Pleven a évoqué l'image future d'un dominion algérien.

« Certes, c'est incontestablement vers cette formule qu'il faut aller, sans attendre d'être poussés vers des abandons de souveraineté plus cruels.

« On peut déplorer aujourd'hui que les Français d'Afrique du Nord n'aient pas manifesté de cette manière-là leur force et leur volonté de survivre. »

Bibliothèque de Sciences Po

LE MONDE

L'AFRIQUE DU NORD PAIE POUR L'INDOCHINE

par **Pierre MAX**

Après Genève, la guerre s'est transportée en Afrique du Nord, c'est-à-dire beaucoup plus près de la France. Les apprentis sorciers qui ont « fait Genève » n'ont pas fait la paix, ils ont seulement colmaté une brèche, qui s'est rouverte ailleurs. Les nombreux « appelés » du contingent ne peuvent guère remercier ceux qui ont fait Genève : ils doivent partir plus nombreux aujourd'hui ! Car tout se tient, et nous payons le double abandon de l'Indochine, que nous aurions pu éviter.

L'ABANDON AUX COMMUNISTES. Longtemps à l'avance, prévoyant Dien Bien Phu, j'écrivais que si l'on ne changeait pas de politique au Viet-Nam, ce serait la catastrophe militaire. Des hommes politiques français (à qui l'on n'a même pas demandé de comptes, triste indice de la décadence de notre pays) ont donc délibérément et en toute connaissance de cause préparé cette catastrophe : curieux défenseurs de l'Occident, qui ont acculé la France à signer un accord avec les communistes... accord qui a donné à ceux-ci plus qu'ils n'espéraient eux-mêmes.

L'ABANDON AUX AMERICAINS. Admettons qu'après Dien Bien Phu le partage du Viet-Nam soit devenu inévitable. Vous pensez peut-être que nos grands politiciens se sont dit qu'il fallait au moins conserver à l'influence française la partie restée libre ? Après les gens de Dien Bien Phu, nous eûmes ceux de Genève qui laissèrent s'installer dans le Sud les pires ennemis de la France (et du Viet-Nam, asservi par une dictature féodale).

Et depuis, il a suffi de la venue à Paris de M. Foster Dulles pour que le Gouvernement français s'incline. On murmure que M. Edgar Faure, pour sauver la face, abandonna à nouveau l'Indochine « moyennant quoi les Américains retireraient leurs agents d'Afrique du Nord » (l'ont-ils fait ?...). Ce n'est qu'une rumeur, bien sûr, mais il est déjà trop grave qu'elle puisse circuler sans être démentie.

L'ABANDON DES NATIONALISTES FAIT DOUTER DE LA FRANCE. Cette double démission de la France a été ressentie dans le monde entier. Comment veut-on que les amis de la France ne se fassent pas plus rares, quand le gouvernement français a abandonné non seulement les nationalistes vietnamiens authentiques, mais encore ses propres « créatures »? Quel exemple pour les musulmans d'Afrique du Nord! Cette misérable page d'Histoire laisse croire que l'amitié française ne paie pas, même moralement.

Or, il est encore temps de « se racheter », et la France a encore un rôle à jouer. D'une part dans le Nord le Viet-Minh aux prises avec mille difficultés et craignant d'être englouti par la Chine est loin de vouloir la guerre dans l'immédiat; d'autre part l'expérience américaine a totalement échoué dans le Sud (selon le rapport d'experts américains eux-mêmes), et la politique des U.S.A. est en train d'évoluer considérablement.

UNE LUEUR D'ESPOIR. Les nombreuses personnalités vietnamiennes indépendantes comme les représentants du Front Unifié (caodaistes - Hoa Hao - Binh Xuyên) sont unanimes : il faut une autre politique au Viet-Nam, et il faut revenir à un accord avec la France ; lutter contre le communisme, m'ont-ils déclaré, ne consiste pas à lancer des slogans ni à crier au grand méchant loup, cela consiste à édifier une démocratie représentative (élections, Assemblée Nationale), à mettre en chantier un programme économique permettant de nourrir la population, à renforcer l'autorité de l'Etat. C'est encore possible, car le Sud Viet-Nam (pays montagnards compris) est très riche et peut asseoir rapidement une économie excédentaire (riz, poisson, viande, huile, pâte à papier, caoutchouc).

LA SITUATION AU SUD VIET-NAM. La situation au Sud Viet-Nam est en effet catastrophique. M. Diem, ne pouvant rallier personne, a finalement formé un ministère de fonctionnaires. Il ne contrôle que le centre de Saïgon, partout ailleurs règne l'insécurité. Pour chasser cent Binh Xuyên de Saïgon, il a fallu faire venir des troupes « sûres » du Nord et du Centre (des Nhungs en particulier), et celles-ci ont détruit et pillé une partie de la ville ; bilan : cent mille sans abri, et une haine solide pour le régime. Les réfugiés du Nord, déçus, sont devenus un danger pour Diem, qui a renoncé à préparer des élections. Il a renoncé également à toute réforme même agraire (il avait refusé de signer le plan de réformes proposé par les sectes). Les sectes, enfin unies en un Front Unifié, ont échoué jusqu'ici parce qu'elles comptaient surtout sur l'appui français... qui n'est pas venu. Regroupées, elles tiennent en échec l'armée « nationale » qui (Nhungs mis à part) ne veut pas se battre contre la population : on mesure la fragilité du système, belle proie pour les communistes... qui se sont déjà infiltrés un peu partout.

Alors ? Alors, M. Diem et sa famille ne songent plus qu'à durer le plus longtemps possible et leur action de propagande n'est pas tant dirigée contre les communistes que contre les Français, traînés dans la boue par une Presse muselée. Il y a chaque jour des « incidents » antifrançais que les rapports de M. Hoppenot déplorent... en vain. Jamais on n'a vu une grande nation se faire ainsi insulter sans sourciller.

Or, cette propagande antifrançaise nourrie uniquement avec des dollars est artificielle et ne correspond pas au sentiment du peuple vietnamien qui, une fois devenu indépendant, préfère l'amitié française à la brutale intervention américaine.

LA NOUVELLE POLITIQUE AMERICAINE. Jusqu'à présent, en exposant cette situation à des hommes politiques ou à des membres du gouvernement français, je m'attirais invariablement cette réponse : « Oui, mais le gouvernement français ne bougera pas, tant que les Américains n'auront pas changé de politique : rien sans l'accord américain. » Certes, tous les ministres français sans exception sont contre Diem, mais Edgar Faure ne veut « pas d'histoires » et l'on fait tout dépendre de la bonne volonté américaine.

Mais la détente a créé un climat nouveau, changeant l'orientation de la politique américaine, et rendant inutile la présence d'un « va-t-en-guerre » comme Diem, surtout quand celui-ci ne remue que du vent et ne dispose pas d'une armée solide comme celle de Tchiang Kaï Chek ou de Syngman Rhee.

☛ (Suite, page 8).

UN FIASCO : Le franc Djibouti

par **A. André de La FAR**

AU moment où le pétrole prit l'importance que l'on sait dans l'économie mondiale, il est apparu que la transformation de la Côte française des Somalis en zone franche exempte de droits de douane, d'impôt sur le revenu et dotée d'une monnaie forte convertible en dollars ferait de Djibouti une rivale de Hong-Kong et provoquerait un afflux massif d'investissements privés. C'est la raison pour laquelle a été crée le 20 mars 1949, le franc autonome de Djibouti.

En fait, cet aspect « pétrolier » était très secondaire et n'a été découvert que plus tard. La considération essentielle se situait dans le rôle de Djibouti comme port de transit de l'Ethiopie. L'ambition des auteurs du nouveau statut, hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay ou de la rue Oudinot, envisageait un résultat plus modeste et plus conforme aux réalités momentanées.

La franchise ainsi obtenue, c'était pour ce pays stérile une possibilité de sortir de la stagnation à laquelle la nature semblait l'avoir condamné, en face d'Aden restée florissante, et faisait, pensait-on, de Djibouti un centre commercial de premier ordre. Ce port, aménagé à grands frais, pourrait devenir l'organe centralisateur et distributeur des produits et marchandises en provenance ou à destination, non seulement de l'Ethiopie, mais encore de certains pays voisins à l'est comme à l'ouest de la Mer Rouge. Aussi bon marché que possible, ce hâvre attirerait les navires qui y feraient escale pour y laisser des cargaisons à destination incertaine et y trouver du frêt intéressant. Il n'était pas non plus interdit de penser que les investissements effectués dans ce modeste territoire au titre du FIDES en faveur de l'enseignement ou de la santé pourraient en faire aussi un centre intellectuel de formation professionnelle et de progrès social. Un tel effort, sans équivalent dans cette région du globe, nous permettait d'aborder avec une conscience tranquille les instances internationales les plus chatouilleuses.

La création d'un régime monétaire particulier était le corollaire obligatoire de la franchise douanière, si l'on voulait réellement faire jouer à Djibouti le rôle indiqué ci-dessus. Sans doute, le choix qu'on fit du dollar américain était-il discutable, comme l'aurait été le rattachement au sterling si l'on avait choisi celui-ci, mais tout choix implique un risque.

En tous cas, le succès de cette double réforme était subordonné à la politique d'ensemble qui serait suivie, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan administratif. Il fallait d'abord que la Côte des Somalis devînt autre chose qu'une colonie de fonctionnaires et comme sa vie et sa prospérité étaient subordonnées au trafic avec l'arrière-pays éthiopien, il s'agissait de tirer les conséquences de cet état de choses. Aussi longtemps que notre port uniquement vendeur de services et les maisons d'import-export d'Aden qui contrôlent le commerce de l'Ethiopie n'auraient pas trouvé un terrain d'entente, Djibouti, son port et son chemin de fer seraient exposés à la menace que fait peser sur eux le port d'Assab et la route qui relie ce dernier à Addis-Abeba par Dessié.

Le nœud du problème est là et non ailleurs. On s'est malheureusement contenté de se reposer sur l'idée que le port de Djibouti était imbattable et que l'Ethiopie, un instant secouée de sa torpeur séculaire par le fascisme italien, redeviendrait ce qu'elle était précédemment. Mais d'autres intérêts que les seuls Ethiopiens se préoccupaient de son avenir et les maisons d'Aden, dont une seule représente la moitié du commerce extérieur de l'empire du Négus, s'arrangèrent pour éviter la dîme que prélève Djibouti sur le passage. Son chemin de fer n'avait pas de wagons-citernes. Or, une grosse partie des importations éthiopiennes, c'est le pétrole et ses dérivés. En outre, la politique tarifaire de la compagnie et, notamment, ses éternelles hésitations à baisser ses prix les plus chers du monde ne pouvaient qu'encourager les tenants du développement d'Assab à perfectionner leur organisation et à moderniser la route qui en part. Aujourd'hui, celle-ci permet le passage de camions ou remorques de 20 tonnes. Si cette voie ferrée s'obstinait dans son incompréhension, une solution consistait à créer sur territoire somali français des routes concurrençant celle d'Assab. Malheureusement, le chemin de fer vit dans ce projet une rivalité et par étroitesse d'esprit s'opposa longtemps à cette création.

D'autre part, la suppression des droits de douane à Djibouti aboutit à un déficit permanent du budget local qui ne tirait ses ressources que d'eux. On imagina alors de les remplacer par des droits de port qui annulèrent la plus grande partie des avantages obtenus. Aussi les navires étrangers continuèrent-ils à bouder notre excellent port. On en est là.

Certains préconisent pour sortir de ce cercle vicieux la construction à Djibouti de bassins de radoub pour les pétroliers qui ont besoin de passer en cale sèche deux fois par an et qui ne trouvent pas à se faire réparer dans les chantiers méditerranéens surchargés de travail. L'idée est séduisante, mais pour la mener à bien, il faudra des années et de l'argent. La Côte des Somalis est-elle en mesure d'attendre ? Une fois de plus, il semble que nous ayons raté le coche.

On peut effectivement se demander si la création du franc Djibouti n'a pas été inutile, car l'affaire n'a pas « suivi » comme on l'espérait. C'est qu'on a cru faussement que la réforme monétaire et douanière était un aboutissement, alors qu'elle n'était qu'un commencement. On s'est imaginé que la prospérité allait venir toute seule, sans efforts, ni diminution des bénifices habituels et des positions acquises. La politique la plus basse s'en est mêlée, qui a compromis un équilibre social déjà délicat à réaliser en raison de la structure ethnique variée de la population. Tout est à reprendre là, comme partout ailleurs dans l'Union Française si l'on veut enfin donner un sens à ce mot.

De l'accession au trône à la démission de BEN YOUSSEF

Moulay-Hafid fut sultan du Maroc de 1908 à 1912. Il mécontenta aussitôt ses sujets par sa vie de débauche et par l'augmentation des impôts, notamment par la création d'une nouvelle taxe sur le mouton. Les tribus, fatiguées de ses exactions, s'insurgèrent les unes après les autres et attaquèrent Fès. Le Sultan appela les Français à son aide pour débloquer la ville qui connut, le 17 avril 1912, des heures de fanatisme et de massacre.

Comme la révolte menaçait de s'étendre à tout le Maroc, le gouvernement de l'époque, plus résolu que ceux d'aujourd'hui confia la direction des opérations militaires au général Lyautey qui, depuis 1908, commandait la subdivision d'Aïn Sefra. Aidé d'excellents collaborateurs comme Gouraud et Mangin dans l'ordre militaire, comme Saint-Aulaire dans l'ordre diplomatique, Lyautey cherche d'abord à s'appuyer sur le Sultan qui représentait l'autorité légitime. Mais celui-ci se montra très versatile, préoccupé surtout de garantir sa fortune personnelle. Dès le mois de juillet, Lyautey va trouver le Sultan à Rabat et lui annonce qu'il l'autorisait à partir puisqu'il en avait plusieurs fois manifesté le désir. Mais Hafid hésite. Il refuse surtout de signer un acte d'abdication. Or, celui-ci était nécessaire pour la transmission des pouvoirs à son successeur. Le 12 août, il consent enfin à partir, mais ce n'est qu'en pleine mer, à la dernière minute qu'il consent à remettre, contre un chèque substantiel, son acte d'abdication.

Quel serait son successeur ?

Moulay Hafid avait un frère plus jeune, Moulay Youssef, khalife à Marrakech, avec lequel il semblait possible de discuter. Il fallait donc au plus tôt lui reconnaître une autorité légale et religieuse afin de résister à certains caïds. C'est ainsi que grâce à Lyautey et avec son appui Moulay Youssef devint Sultan du Maroc. Sidi Mohammed ben Youssef est le fils de ce dernier.

On sait que durant la dernière guerre Ben Youssef oublia ce qu'il devait à la France, entra en rapport, par un de ses hommes de confiance, avec Hitler, d'une part, avec Roosevelt de l'autre, pour avoir l'assurance qu'après la fin du conflit la France serait chassée du Maroc et que celui-ci retrouverait sa totale indépendance. Entre temps, il se faisait donner le titre de « Compagnon de la Libération ».

Les événements ayant déjoué les espoirs de Ben Youssef, il restait à savoir comment celui-ci allait se comporter. Assez bien d'abord, quand ce ne serait que pour gagner du temps. Mais, en 1953, le Maroc connut une agitation qui menaçait de provoquer de graves incidents entre le Pacha de Marrakech et le Sultan. Trois cents caïds convoqués à Marrakech par le Pacha avaient juré de déposer le Sultan. Trois mille cavaliers berbères étaient prêts à marcher sur Rabat. En l'absence du général Guillaume, le délégué à la Résidence recevait le Glaoui avec une pompe jusqu'alors réservée au souverain. Au quai d'Orsay on craignait des troubles graves. On donna ordre au général Guillaume de mettre fin au plus vite à l'agitation provoquée par le Glaoui. Vraisemblablement les instructions furent aussi communiquées au Pacha de Marrakech, puisqu'on apprenait, le 14 août, que celui-ci avait répondu : « Il est trop tard. Je ne peux plus rien arrêter. Je ne reculerai pas quoiqu'il advienne. »

Le même jour, le général Guillaume invitait le Sultan à abdiquer. Et, devant son refus, il lui signifiait son éloignement du Maroc. Le « Monde » du 22 août précisait qu'il ne « s'était guère écoulé que trois quarts d'heure » entre ce moment et « celui où l'avion qui emmènerait l'ex-souverain en Corse » décolla de l'aérodrome de Rabat. Le soir même le gouvernement chérifiien constatait que Ben Youssef ne pouvait plus assumer les obligations du pouvoir « et avait décidé de reconnaître, en accord avec le gouvernement français, comme seul souverain légitime Sidi Mohammed Arafa sur qui s'est porté le choix de la population marocaine. »

On sait dans quelles conditions Ben Arafa a été amené à abandonner le pouvoir au plus fort de la récente crise marocaine.

On sait également que le long et vif débat qui s'est déroulé à l'Assemblée Nationale a permis à M. Edgar Faure d'obtenir une majorité massive de 477 voix contre 140 en faveur de sa politique marocaine. Mais un point reste obscur, précisément en ce qui concerne la renonciation au trône de Ben Youssef. Pressé de questions par Me Isorni, pour savoir si le sultan démissionnaire avait bien signé son abdication, le président du Conseil, invoquant les difficultés de la situation, n'a pas répondu nettement à cette question précise.

A. ALBARET.

Bibliothèque de Sciences Po

Le billet de l'ex-militant

Salut aux quatorze A. I. de l'Aurès

LA formation politique d'origine du signataire de ce billet ne le porte pas spécialement à aimer les militaires et l'armée. Ce serait plutôt le contrarie !

Depuis, au cours de sa vie et de son évolution assez mouvementées, l'ex-militant a appris à mieux connaître certains militaires et en particulier quelques officiers ayant servi et combattu au Maroc. De la famille de Henry de Bournazel à Christian du Jonchay en passant par Bernard de Plas et d'autres. Et surtout quelques-uns des remarquables officiers des affaires indigènes formés à l'école de Lyautey.

Depuis trois mois, le général Parlange a fait venir dans le Constantinois quatorze officiers des affaires indigènes du Maroc. Sans escorte importante, sans protection imposante, ces quatorze A.I., comme on les appelle ,sont partis dans le massif de l'Aurès avec leurs musette et leurs petites cantines. Leurs armes essentielles étant la connaissance des dialectes berbères, leur expérience et leur savoir-faire et surtout leur courage tranquille et leur confiance dans l'importance de leur mission. Les quatorze se sont dispersés dans les labyrinthes du massif, dans les douars et les tribus. Ils ont palabré, ils ont travaillé, ils ont convaincu, ils ont apaisé. Pas un d'entre eux n'a été molesté, blessé ou tué.

Il serait peut-être temps et surtout intéressant et instructif que le bilan de l'action, des méthodes et des résultats obtenus par ces quatorze héros authentiques soit dressé et connu des Français. Or, en dehors d'une très discrète, bien trop discrète allusion dans le discours du Président du Conseil sur l'Algérie, on ne dit rien, on semble ignorer le magnifique travail des quatorze officiers.

Ils ont pris tous les risques, non pas pour réprimer et pour imposer la force armée, mais pour pacifier, pour tranquilliser et pour redonner un sens à la fraternité franco-musulmane. Ils y ont réussi. Aussi personne ne parle d'eux. Qui donc connaît le nom d'un des quatorze? Personne, hélas ! Seulement, on sait que dans le département de Constantine, c'est maintenant l'Aurès, foyer et point de départ de la révolte, qui est présentement le moins troublé.

Les quatorze héros pacificateurs ont fait ce qu'on peut appeler de la vraie politique, non pas au sens galvaudé et pourri du terme, mais dans son vrai et noble sens humain.

Nos confrères journalistes et reporters qui s'efforcent d'informer et d'instruire leurs lecteurs sur les événements d'Afrique du Nord pourraient peut-être se pencher sur la magnifique expérience humaine réalisée par les quatorze A.I. de l'Aurès.

Cela vaudrait tout de même mieux que le reportage de M. Barrat faisant l'apologie à peine déguisée d'un chef de bande qui assassine nos soldats, nos compatriotes et nos amis musulmans.

Quand la justice inquiéta M. Barrat, quelques journalistes s'indignèrent. Cela les regarde. Mais que quatorze officiers français accomplissent et réussissent une mission pacifique aussi noble et courageuse que celle qu'ils réalisent depuis trois mois dans l'Aurès, et il ne se trouve pas un confrère pour en parler et pour l'exalter. Alors que dans toutes les écoles de France, on devrait au moins faire connaître leurs noms.

Syndicalisme Etudiant

LE MENDESISME

Les dirigeants des A.G. non-communistes sont hors d'état de mener une politique autre que défensive. Absorbés par la gestion matérielle d'Associations importantes, ils tentent seulement de ne pas se laisser compromettre dans les plus scandaleuses des manifestations communistes. Peu nombreux, ils répugnent à quitter leur Association pour les honneurs périlleux de l'U.N.E.F.

Les dirigeants de celle-ci ont beaucoup à faire pour remplir leur rôle. Peu nombreux à travailler, mal assurés financièrement pour une lourde tâche, ils ne peuvent d'autre part sortir de leur rôle pour intervenir dans les élections des Associations de base. Ils osent rarement s'opposer de front aux exigences communistes, appliquant seulement les décisions d'une majorité flottante qui ne se regroupe que dans les grandes occasions. Depuis plusieurs années, ils jugent bon de prendre parmi eux deux ou trois représentants des communistes, sans s'épargner pour autant leurs insultes ni renoncer à subir leurs chantages. Rares, en fait, sont les présidents de l'U.N.E.F. qui font autre chose que d'administrer au jour le jour.

Le dernier président marquant a quitté l'U.N.E.F. au printemps dernier. Balland, c'est son nom, y avait introduit une tentation nouvelle : celle du Mendèsisme. Le Congrès de l'U.N.E.F. de Pâques 1954 lui avait permis de lancer le terme de « politique de la jeunesse » sans jamais en préciser le contenu, il a aussitôt mis ces mots au service de la démagogie de Mendès, en entrant en rapports avec lui avant sa prise du pouvoir, faisant sonner ses promesses et mettant ensuite l'U.N.E.F. au service de la propagande du « ministère de la jeunesse » où il espérait jouer un grand rôle.

Il n'y avait pourtant pas besoin de réfléchir longtemps pour se rendre compte que Mendès, pas plus et plutôt moins qu'un autre, n'était capable de dégager les milliards nécessaires à un budget seulement décent de l'Education Nationale. Parler d'équipement sportif, d'action sanitaire et sociale, de culture populaire était dans ces conditions bluff et démagogie, mépris des étudiants et de la jeunesse, exploitation éhontée de ses difficultés. Entre deux whiskies, le « préposé à l'espérance » Moynet, reçut solennellement d'un médecin anglais les droits d'auteur de son livre « Le rhumatisme et vous ». Ce fut la principale réalisation de Mendès en faveur de la jeunesse française.

Balland avait refusé de figurer dans le cabinet ministériel de Moynet, un cabinet qui ressemblait à un Musée Grévin avec Herzog, le vainqueur de l'Annapurna, et tous les champions sportifs récupérables. Mais on put remarquer que cette année-là l'U.N.E.F. répugna aux mesures extrêmes pour défendre le budget de l'Education Nationale. Un an avant, le 15 décembre 1953, Balland avait mené grand bruit contre Martinaud-Deplat, parce que la police avait matraqué la manifestation de l'U.N.E.F. pour le budget. Mais en 1954 il n'y eut pas de manifestation du tout. Mieux : au congrès radical extraordinaire de mai 1955, Balland, déguisé en petit congressiste radical, allait voter contre le même Martinaud-Deplat et pour Mendès.

Il avait d'ailleurs tenté une manœuvre spectaculaire en faveur de Mendès. On ne remarqua guère, au dernier congrès de l'U.N.E.F., que Balland avait invité tous les parlementaires membres de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale. C'était un biais pour produire le Superman devant les congressistes.

La manœuvre échoua, et elle aurait sans doute provoqué des remous. Qu'eût-on dit, si vers 1950 les gaullistes avaient prétendu produire le grand Charle à un congrès de l'U.N.E.F. ?

Mendès chu, Faure tenta d'exorciser le mythe inventé par Balland en créant son « Haut Comité de la Jeunesse ». Balland intervint alors une dernière fois à la rescousse de Mendès : il convainquit son successeur à la présidence de l'U.N.E.F., Jacques Pesson, de renoncer à sa place dans ce Comité.

QUE POURRAIT ETRE LE SYNDICALISME ETUDIANT ?

L'assaut communiste, les intrigues mendèsistes défigurent et menacent de ruiner bientôt des institutions qui méritaient mieux. Les Associations d'étudiants et l'U.N.E.F. elle-même ne sont pas des modèles d'administration ; mais après tout elles ne sont pas plus mal gérées qu'un ministère ou un gouvernement.

Elles présentent surtout un très grand intérêt pour une formation civique et pratique qui manque terriblement à la plupart des étudiants. A diriger une A.G., on se heurte à mille réalités dont il faut bien prendre conscience et que les bancs de la Faculté ne font pas rencontrer, en France tout au moins. Négocier des réductions avec des commerçonts, organiser des voyages, des séances de cinéma, lire un budget, discuter avec des autortés, mener une véritable politique extérieure avec les Associations étrangères — et, en fin de compte, se faire réélire, voilà une gymnastique de grand profit pour des esprits abstraits. Ajottons-y pour mémoire le contact avec les réalités politiques : incurie des bureaux, insuffisance et suffisance des parlementaires, démagogie et soumission à l'étranger des communistes. Les chants, la camaraderie, les voyages ajoutent à ces leçons de choses les prestiges du sentiment. Dommage que tout cela soit si mal employé.

François MORETTI.

Les " Amis de l'Heure Française "

Une permanence de L'HEURE FRANÇAISE » destinée aux jeunes, est ouverte chaque mardi de 18 à 20 heures à la salle B des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris (6e).

L'Heure Française
EST DORENAVANT DISTRIBUEE
dans les kiosques parisiens
RECLAMEZ-LE
ET DITES-LE A VOS AMIS

Travailleurs de la C.G.T. méditez ceci :

Le 8 avril 1955, au Centre minier d'El Halia (Algérie) où 120 Européens et 525 Français musulmans vivaient dans une entente fraternelle, des élections pour le renouvellement des délégués du personnel donnaient aux candidats de la C.G.T. une majorité de 80 % des voix.

Le 20 août 1955, un effroyable massacre conduit par GUETTA ROCINE BEN AISSA (tendance C.G.T.) et AMOUDA RABAH (membre du P.C.A. et de la C.G.T.) faisait 36 victimes parmi les mineurs d'origine européenne, leur femme et leurs enfants.

POURQUOI ?

— PARCE QUE le Parti Communiste Algérien et la C.G.T. ont, pendant des mois, envoyé à la mine d'El Halia les époux Flamand, François Coulet et Briki Yousef, leurs militants les plus actifs.
— PARCE QUE ces militants se sont efforcés de créer un climat de haine et de l'entretenir dans une entreprise où jusqu'alors les ouvriers de toutes les origines travaillaient dans un parfait esprit d'équipe.
— PARCE QUE le Parti Communiste Algérien, contrairement à ses affirmations de chaque jour, n'a cessé d'entretenir un esprit de lutte de classes fondé sur la différenciation des races.
— PARCE QUE le Parti Communiste Algérien s'est efforcé de creuser un fossé entre des ouvriers qui n'aspiraient qu'à travailler et à vivre en paix dans une atmosphère de confiante harmonie.
— PARCE QUE le Parti Communiste Algérien n'avait d'autre but que de dresser des Français contre d'autres Français.
— PARCE QUE le Parti Communiste Algérien a voulu porter la guerre civile dans une mine où l'ensemble du personnel se trouve désormais privé de ses moyens d'existence.

Ainsi le Parti Communiste Algérien est responsable de l'assassinat de 36 personnes, dont 11 femmes et 9 enfants.

Ainsi le Parti Communiste Algérien a réussi la destruction systématique d'une entreprise — entre bien d'autres — qui assurait une vie digne à 645 travailleurs et à leur famille.

TRAVAILLEURS

— QUE PENSEZ-VOUS DES MASSACRES D'EL HALIA ?
— QUE PENSEZ-VOUS DE CEUX QUI ONT SUR LA CONSCIENCE LA MORT DE VOS CAMARADES, DE LEUR FEMME ET DE LEURS ENFANTS ODIEUSEMENT MUTILES ?
— QUE PENSEZ-VOUS DES RESPONSABILITES QUE DES MENEURS VOUDRAIENT ENCORE VOUS FAIRE PRENDRE ?

Travailleurs, vous ne serez pas dupes de manœuvres qui ont abouti à des crimes.

Vous penserez que pour vos familles, pour vos enfants, pour vous-mêmes, IL NE FAUT PAS LES SUIVRE.

Dispositions provisoires

M. P. Pflimlin a fait des déclaraitons consolantes. Au banquet de clôture des Petites et Moyennes Entreprises il a affirmé que notre économie national avait progressé et que notre monnaie avait pris davantage de consistance. Il a affirmé que le prélèvement fiscal dans son rapport avec le revenu national avait quelque peu baissé et que la réforme de la fiscalité n'entraînait pas une hausse des prix et qu'enfin des économies, même fortes, dans le train de l'Etat ne causerait pas une amélioration appréciable du budget de l'Etat.

Là-dessus, le tout est de se bien comprendre quant au sens que l'on donne aux mots : M. P. Pflimlin affirme que le prélèvement fiscal a quelque peu baissé par rapport au revenu national ; cela est vrai si l'on etend d'abord que le revenu s'est accru. Il dit encore que la réforme fiscale n'entraîne pas une hausse des prix ; cela est vrai mais à condition d'expliquer que la hausse des prix est déterminée par d'autres éléments que la fiscalité et que la réforme fiscale laisserait entière la malfaisance d'une distribution commerciale défectueuses. A condition encore de ne pas considérer comme fiscales les cotisations de la Sécurité Sociale.

En vérité, M. P. Pflimlin n'a point tenu bureau des diverses questions, qui, comme la complexité des impôts et des sanctions de la pénalité fiscale, font à la fois désirer la réforme et douter qu'elle soit jamais menée à bonne fin. Il n'a pas parlé de la patente dont tout le monde réclame la suppression ,ni de l'impôt sur les sociétés, ni du taux des T.A.V.

Mais il a déclaré que le gouvernement défendrait la monnaie nationale. Et si nous l'espérons en effet, on aimerait savoir comment il s'y prendra car la situation financière est étroitement liée à l'économie qui n'est point du tout assurée d'un lendemain « ravissant ».

La pression pour la hausse des salaires s'affirment encore et une légère hausse des prix de gros et de détail s'est manifestée dans les derniers jours de septembre et, d'autre part, les marchés extérieurs manifestent un sentiment d'hésitation dans des investissements et la spéculation.

La Bourse de Paris en est tout ralentie. Le vote de confiance avait cependant été quasi attendu par le marché, mais le volume des échanges est demeuré peu important. Il y a toujours peu de titres offerts à une demande qui est d'ailleurs moins nombreuse et moins pressée d'acheter.

Cependant le fond du marché est solide et il y a toujours des disponiblités considérables prêtes à s'investir. Il n'y a pas de risques de baisse en tous cas et avant un assez long temps.

Aussi bien Paris s'accorde avec les bourses étrangères et il n'y a apparence, ni à Londres, ni à New-York, d'une baisse ou d'une hausse capable d'entraîner la spéculation. L'or lui-même semble indiquer une sorte de durable stabilité, troublée çà et là par de passagères irrégularités. Quant aux matières premières, l'on peut envisager le terme de la période de forte demande.

REALITES FINANCIERES.

Bibliothèque de Sciences Po

LE CINEMA

Le Courrier du Cœur
de Federico FELLINI

ASSUREMENT, c'est grâce aux *Vitelloni* mais surtout à *La Strada* que Fédérico Fellini s'est classé définitivement parmi les meilleurs réalisateurs italiens tels que Vittorio De Sica, Roberto Rossellini, Alessandro Blasetti, Luigi Zampa, etc... On sait qu'il débuta avec Rossellini comme scénariste dans *Rome, ville ouverte, Paisà, Le Miracle, Saint-François d'Assise, et Europe 51*. En outre, il collabora encore comme scénariste à plusieurs films d'Alberto Luttuada dont *Sans Pitié*, et *Le Moulin du Pô*, et la mise en scène de *Lumière des variétés*. Enfin, il réalisa, seul, son premier film avec *Courrier au cœur*. Certainement, Fédérico Fellini est l'un des metteurs en scène les plus doués et les plus sensibles de sa génération.

Courrier du cœur est l'histoire d'un couple de jeunes mariés arrivés le matin à Rome en voyage de noces. Ils sont, l'un et l'autre, sympathiques, mais également stupides et un peu niais. Et la vie serait bien capable de leur jouer un vilain tour. Or, la jeune mariée qui est une lectrice passionnée des romans sentimentaux illustrés s'enfuit, à l'insu de son mari, à la rédaction de l'hebdomadaire « Enchantement bleu » pour y voir le cheikh blanc, le héros de son cœur. C'est alors que la directrice du magazine, sans doute amusée par cette naïve admiratrice, l'enverra à la plage de Frégène où elle pourra tourner une scène avec son idole. Et, seule avec lui dans une barque, elle s'abandonnerait volontiers si divers incidents n'intervenaient. Seulement, pendant ce temps, le mari ne sait pas comment faire pour retrouver sa femme, ni pour justifier son absence aux yeux de ses parents. Mais tout finira bien, car il la rattrapera saine et sauve suffisamment à temps pour sauver l'honneur de sa famille.

Certes, *Courrier du cœur* est une œuvre attachante, savoureuse, mais d'un intérêt moindre que l'inoubliable *Strada* car elle n'en a pas l'ampleur ni le relief. Sans doute, elle annonce le Fédérico Fellini des *Vitelloni* et de la *Strada*, mais c'est encore une œuvre balbutiante et assez maladroite. En effet, le dialogue volontairement lent adopté par le réalisateur « brise » le comique de certaines scènes. Toutefois, on relève des séquences absolument remarquables particulièrement celle de la rencontre entre le cheikh blanc et de Wanda, la jeune mariée. Il y a aussi la scène du commissariat où le mari désemparé, anxieux, cherche à cacher son désespoir. Et puis, enfin, la scène de l'asile d'un réalisme amer et d'une cruauté violente. D'ailleurs, on reconnaît là toutes les qualités mais aussi les défauts — car il y en a — qui font les réalisateurs de talent. Et Fédérico Fellini appartient à coup sûr à cette catégorie de cinéastes. En fait, c'est du René Clair italien... et du meilleur.

Ceci dit, ce film d'où se dégage une ironie tendre, un comique qui « fait » mal mais aussi une grande moralité, est remarquablement interprété par Brunella Bovo dans le rôle de Wanda, Léopold Trieste dans celui de Ivan et Alberto Sordi, que l'on avait remarqué dans *les Vitelloni*, dans le cheikh blanc. En bref, *Courrier du cœur*, est un film qu'il ne faut pas manquer d'aller voir car il rejoint les classiques du cinéma aux beautés insolites et sourdes. Fédérico Fellini, un nom dont on reparlera souvent.

Yves FOSSIER.

SOLDE
de MODELES Haute Couture
avec « GRIFFE »
au-dessous de 10.000 fr.
louba
Rectificat. impeccables
14, rue Ste Anne (1e)
RIC 81-83 M° Py am.

MUSIQUE

« Enfin ! »

L'ATMOSPHERE bien souvent irrespirable et contaminée du climat actuel de la musique française, vient enfin, d'être assainie par la création de l'œuvre d'un grand musicien bien « de chez nous ». Yves de la Casinière, dans son « Concerto-Improvisation » pour orgues et orchestre, d'une conception si particulière, si neuve et si attachantes, nous apporte, en effet, un souffle puissant de vraie musique ; claire, charpentée, aux proportions architecturales magnifiquement équilibrées. Cette page touchera les plus snobs et les plus réfractaires à tout ce qui vient de France, par la simplicité émouvante de ses lignes mélodiques : page brillante et euphorique, page empreinte, dans la Passacaille ; point culminant de ce Concerto, d'un rêve intérieur d'une intense poésie. L'éminent organiste P. Cochereau doit être sincèrement associé au triomphe de l'auteur pour sa collaboration « créatrice » d'une étourdissante virtuosité. M. F. Oubradous, bien inspiré lui aussi, en inscrivant cette partition à son programme de rentrée, a droit à notre gratitude pour cette exceptionnelle « *Heure Française* »... musicale.

N. CASTEL.

LE THEATRE — SORTILEGES

L'Orestie (Théâtre Marigny) - *Judas* (Théâtre de Paris)

Dans cette affaire deux sacrilèges ont été commis : le mien et celui de Marcel Pagnol. Le mien est de ne m'être pas pâmé devant la trilogie d'Eschyle, d'avouer même que j'y ai bâillé à me décrocher la mâchoire. Sans doute y a-t-il des beautés, mais elles me sont apparues très rares et rétives aux incantations de M. Jean-Louis Barrault qui se fait chaque année une obligation d'épater le bourgeois et le snob en présentant des œuvres auxquelles 95 % des spectateurs ne comprennent rigoureusement rien. Personnellement, je n'ai pas été émerveillé et j'estime que Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault ont mieux à faire. Sans doute est-ce Eschyle ! Et après ! Je ne me sens pas porté vers cette ivresse. Je n'y vois pas de quoi édifier un pédantisme qui n'a rien à voir avec l'hellénisme Bien sûr les doctes commentateurs vous diront qu'Agamemnon, les Choephores, l'Orestie en un mot sont une cime de l'art tragique grec. Je veux bien l'admettre. Je demande en tous cas qu'on m'en administre la preuve, car je suis méfiant, car je suis sceptique et je ne veux pour me contenter des seules gloses de je ne sais quel esprit qui se dit cultivé, de peur qu'on ne s'en aperçoive.

M. Paul Mazon est pour moi un helléniste vrai. Mais je ne suis pas du tout sûr que les thuriféraires de l'Orestie ne se soient pas laissés enivrer par la seule vague fumée bleuâtre des mauvais et inopportuns encens.

Je ne vous parlerai point de ces trois tragédies condensées en un triptyque effroyable de sang, de délation, de vengeance et de science démocratique. Je vous dirai que tout cela m'a semblé terriblement factice et ne m'a nullement touché. C'est le grand reproche que je ferais à cette représentation.

Sans doute y a-t-il quelque mérite à s'être lancé dans une semblable aventure, surtout quand on n'y est nullement contraint. Mais il y a des chœurs qui ont besoin d'acquérir le sens du chœur antique pour trouver un rythme d'une ampleur qui puisse cadrer à l'œuvre. Mais il y a aussi ces masques qui s'imposaient peut-être au théâtre antique et pas à Marigny. A Athènes, le public étant loin du lieu où se jouait l'action, il fallait donc avoir recours à des masques qui accentaient les traits, les mimiques, en un mot qui contribuaient à typer les personnages. Il en est tout à fait autrement de nos scènes actuelles qui nous permettent de suivre les jeux de physionomie.

Que dirais-je de plus ? On aime cela ou on ne l'aime pas. Ou plus exactement il y a ceux qui aiment vraiment le théâtre antique, et il y a ceux qui se donnent le genre de l'aimer.

Personnellement je ne donne pas dans le panneau.

C'est tout ! J'aime mieux le Grand Guignol : ça saigne autant, mais on rigole et on sait pourquoi.

***

Va-t-il y avoir un « académisme » au théâtre ? On se le demande et cet académisme aura ceci de saillant que rien ne le distinguera plus de la plus effroyable banalité. On ne peut pas dire que Mauriac, ni Maurois, ni même, à quelques grandes exceptions près, Paul Claudel, aient particulièrement montré leurs aptitudes à l'art dramatique.

Jusqu'ici le plus brillant avait été Marcel Pagnol grâce à Topaze, à Marius. Cette fois, il a voulu forcer ses talents et faire de Judas un homme réhabilité, mieux innocent. Gageure si l'on veut. Pagnol l'a souhaitée, mais il ne l'a pas tenue .Et c'est cela qu'on ne lui pardonnera pas.

Les bien-pensants auraient peut-être admis cette thèse audacieuse de Judas, innocent, parce que n'ayant pas livré volontairement le Christ. Il n'aurait accompli son acte que parce qu'il était écrit dans le grand livre de vérité qu'il devait agir ainsi. Voilà une thèse agréable qui justifie tout : de M. de Gaulle à Mendès-France, des cornichonneries du général Boulanger à celles du général Ronchonneau, tous les crimes de la Patrie seront désormais excusés. Ils étaient écrits au livre de l'histoire de la République. A quoi bon se gêner ! Triomphe la bêtise et la honte : c'est pour la rédemption. C'était écrit, on n'y peut rien.

Le hic c'est que l'exégèse biblique de M. Pagnol est d'une insoutenable légèreté devant laquelle reculerait un élève séminariste. Il est vrai que l'habit vert permet ce que n'oserait la soutane. Mais le vert est aussi plus près du soufre que le noir.

On pardonnerait peut-être encore cette entorse à la plus élémentaire théologie si elle ne s'accompagnait de galéjades qui ne sont pas du meilleur goût. La crucifixion s'est passée dans une atmosphère de libération. Pendant qu'on faisait mourir « le fils de l'homme », à côté on forniquait peut-être. Admettons-le encore ! Il n'importe qu'il s'agit du Christ et que ce Christ est le père d'une civilisation. Sa conception même de la vie de l'homme mérite autre chose, quand on veut l'évoquer, que les fadaises, fussent-elles à l'aïoli.

Quel dommage ! La salle du Théâtre de Paris est bien belle. On l'admire sans réticence. C'est déjà cela. Mais à vrai dire on était venu pour autre chose.

Jean LOUSTEAU.

LES LIVRES

Les Etats-Unis d'Europe ont commencé
par Jean MONNET

Nul n'était évidemment plus qualifié que Jean Monnet pour nous parler des débuts et de l'évolution de cette première institution européenne qu'est la communauté du Charbon et de l'Acier, puisqu'il en a été jusque tout récemment le président.

En fait, cette assez courte brochure n'est qu'un recueil des principales déclarations qu'il fit pendant les années où s'exerça son autorité, ce qui enlève un peu d'intérêt à l'ouvrage où l'on sent à chaque page une sorte de plaidoyer *pro domo*. Bien entendu, nous sommes ici plus que quiconque partisan de l'Europe fédérée, nous l'avons souvent répété. Raison de plus pour éprouver quelque gêne dans nos félicitations.

Ceci dit, « Monsieur Europe », comme d'aucuns l'ont surnommé, a parfaitement raison. On se demande même comment il est possible de ne pas approuver ses thèses. L'Europe n'est plus en harmonie avec le monde, cela tombe sous le sens des plus obtus. Qu'un marché élargi ne puisse qu'améliorer le sort de tous les habitants de notre continent, il faut vraiment ne rien connaître à l'économie politique la plus simple pour pouvoir en douter. Par contre, que cette Communauté ne soit qu'un premier pas vers l'unification à la fois politique et économique de l'Europe, tout le monde pourra ne pas être d'accord. Et quant aux difficultés qu'il reste à surmonter pour parvenir à ce résultat idéal, le premier président de la Haute Autorité n'y fait que de bien discrètes allusions, si même il ne les passe pas sous silence.

Nous attendions de lui un travail plus complet et qui, en prenant à bras le corps tous les obstacles soit vraiment la bible de tout Européen authentique. Espérons qu'il ne nous décevra pas.

(Robert Laffont, édit.).

A. André de La FAR.

AERONAVALE
par le Capitaine de frégate VULLIEZ

Il arrive souvent que des livres de ce genre ne soient que des études techniques réservées à quelques spécialistes et illisibles pour le grand public. Ce n'est nullement le cas ici.

En plus d'un travail historique qui a dû demander à son auteur des années de patientes recherches, nos sommes en présence d'un véritable roman, le roman d'une arme nouvelle, encore mal connue, et qui naturellement s'est tout de suite heurtée à la routine et au scepticisme de ceux qui auraient à l'utiliser pour la défense du pays.

On a dit avec juste raison que nous étions toujours en retard d'une guerre, d'une réforme et d'une institution. Ajoutons que nous sommes aussi en retard d'une découverte. Il semble malheureusement prouvé que nos états-majors qu'ils soient politiques ou militaires soient incapables de « penser » à l'avenir et ne « voient » que le passé. C'est pourquoi nous comprenons l'amertume du commandant Vulliez devant l'incompréhension de ses supérieurs hiérarchiques devant un projet nouveau et une révolution technique aussi audacieuse.

Dans l'aéronautique navale, comme dans tant d'autres cas, il a fallu aux pionniers se « débrouiller » comme ils ont pu avec « les moyens du bord ». Et ceux-ci étaient des plus maigres. Aussi, tant d'entre eux ont-ils payé de leur vie l'incompréhension de ceux qui auraient dû les soutenir et les épauler.

Je sais, par expérience personnelle, pour y avoir baigné dans enfance, que la Marine est une « grande famille ». Et il m'est agréable de pouvoi signaler à quel point j'ai retrouvé ce noble sentiment dans le brillant auteur d' « Aéronavale ».

(Amiot-Dumond, édit.).

A. André de La FAR.

A travers les revues

*DU moment où ces Messieurs de l'*Express, *nous montrent comment, il ne faut pas faire un quotidien, les* Annales *(octobre) nous présentent, sous la signature de L.-G. Robinet, ce qu'était naguère un grand organe de presse,* Le Journal des Débats. *Que fallait-il alors pour faire un bon journal? Des journalistes, naturellement, mais ausis des directeurs, auprès de qui nos Schreiber et nos Beuve-Méry font piteuse mine.*

Qui connaît Vie et Langage, *petite revue éditée chez Larousse ? Elle est consacrée à l'étude de l'évolution de notre langue et, sous la direction d'Alain Guillermou, présente chaque mois des chroniques du plus haut intérêt. Dans la dernière livraison, Adrien Bernelle traduit ainsi la fin de la péroraison de Socrate, après sa condamnation :* « Mais pour le moment, il est déjà l'heure de partir, moi pour mourir, vous autres pour vivre. Qui de nous s'en va vers un meilleur sort, nul ne le sait, si ce n'est le dieu ».

L'Argentine est revenue au premier plan de l'actualité et M. Pierre Monbeig a raison d'étudier les problèmes économiques de ce pays dans Géographio *(octobre). Il note* le démarrage de l'industrie argentine, dont la croissance des faubourgs de Buenos-Aires est une preuve concrète ». *Mais quid de ce démarrage, depuis l'exil de Péron ?*

C'est au Larousse mensuel *(octobre) que nous devons une des meilleures études parues sur les Affaires Etrangères et la Carrière. Mais la conclusion est bien attristante :* «Le ministère des Affaires étrangères, tout en sauvegardant l'esprit et le style « Quai d'Orsay », ne saurait résister à la tendance actuelle de l'Administration, aussi bien en France qu'à l'étranger, de transformer les fonctionnaires en techniciens. Devant la complexité croissante des problèmes internationaux, il leur demande de proposer au Gouvernement des solutions capables de... » *N'est-ce pas plutôt à l'inconsistance de nos hommes d'Etat que les fonctionnaires et techniciens doivent leur promotion ?*

M. D.

Un pamphlet contre
le RESISTANTIALISME
littéraire:
Mme S. de BEAUVOIR
et SES « MANDARINS »
par la VOULDIE
Envoi Franco contre 165 frs. en timbres
à LA LIBRAIRIE FRANÇAISE
64, rue Richelieu, PARIS 2e

Bibliothèque de Sciences Po

L'Afrique du Nord PAIE POUR L'INDOCHINE

(Suite de la 5e page)

Aussi recherche-t-on à Washington une équipe qui puisse être assurée de la non intervention du Nord Viet-Nam, au moins pendant un certain temps, pour conserver la paix dans le Sud Est Asiatique. Les symptômes avant-coureurs de la chute de Diem sont visibles (1) : d'une part ses amis commencent à le lâcher, Tran-Van-Tung fait agir à Washington et l'ambassadeur aux U.S.A. Tran-Van-Chuong travaille les milieux américains contre Diem... pour son propre compte. D'autre part l'arrivée à Saïgon, malgré la volonté de Diem, de Phan-Huy-Dan, l'homme des services spéciaux américains, prouve que l'on veut « surveiller » Diem et qu'on n'a plus confiance en lui ; les « patrons » de Diem sont inquiets et l'un deux, M. Flechter, vient d'arriver à Saïgon pour essayer de sauver son « boy ». Enfin, la majorité des rapports qui arrivent à la Maison Blanche (et plus seulement ceux de M. Gibson) sont accablants pour Diem.

Il reste aux Américains à trouver une solution pour faire partir Diem sans perdre la face, et permettre à une nouvelle équipe libre et représentative cette fois (2) de s'installer, de gagner la confiance du peuple, de conserver la paix et d'assurer la prospérité au Viet-Nam.

Pierre MAX.

(1) Notons que le Vatican a pris position contre Diem, qui risque de compromettre la cause chrétienne en Asie.

(2) Le futur Président doit obligatoirement être du Sud s'il veut réussir.

P.-S. — Les derniers événements ont modifié la situation de la façon suivante : 1° La maladie d'Eisenhower a renforcé le pouvoir de Nixon et l'influence du lobby Diémiste, très provisoirement, il est vrai, mais Diem en a profité pour tenter de forcer la main aux Américains en les mettant devant un fait accompli : la déposition de Bao-Daï et sa propre nomination comme Président de la République. Parallèlement, l'agence « Vietnam-Presse » lance une campagne de fausses nouvelles pour troubler les esprits : victoire sur les Binh Xuyên, alors que c'est un échec total ; arrestation du pape des Caodaïstes par le général Phuong pour le compte de Diem, ce qui est doublement inexact, le pape n'étant pas arrêté et Phuong étant devenu l'ennemi mortel de Diem depuis son coup d'Etat manqué (il suffit de lire la presse de Diem qui traîne Phuong et sa famille dans la boue pour s'en convaincre).

2° Bao-Daï vient de retirer ses pouvoirs à Diem et envisage de constituer un autre gouvernement, plus représentatif, chargé de préparer des élections et une Assemblée Nationale. Diem perd ainsi la légalité et devient rebelle, en particulier, pour le maquis et l'opposition, ce qui est très important. Diem n'ayant pas organisé d'élections libres, ne peut revendiquer pour lui la voix du peuple, son « referendum » étant à sens unique et l'opposition ne pouvant s'exprimer (la déchéance de Bao-Daï n'entraînant d'ailleurs pas la reconnaissance de Diem qui, juridiquement ne représente plus que lui-même).

3° Si les Etats-Unis ou même la France reconnaissent le rebelle Diem comme chef de gouvernement de fait, ils reconnaissent aux yeux du monde (et de l'Afrique du Nord, en particulier), une dictature fasciste illégale. Les Vietnamiens du Sud n'auront alors plus d'espoir qu'en la venue du Viet-Minh : « Dictature pour dictature, au moins celle du Viet-Minh mettra fin à la guerre civile et à la

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

Bloc-Notes

Goëland, sur Paris

Une erreur de métro, telle fut l'astuce de mes anges gardiens pour me faire rencontrer Théo Briant. Les voiles de la nuit enveloppaient l'oiseau de mer, accompagné de Le Quintrec et de celle qui me reconnut, en ne m'ayant jamais connu. Un instinct biologique, dès que se relâche l'emprise de la pauvre intelligence, distingue en moi ceux qui sont marqués du signe magique et fatal. Mais chez Théo cela devient de la divination. Grâce à lui, grâce à son Goëland, *je n'ai pas à chercher les ors épars dans la sciure des foires. La Tour battue par le norois est un poste émetteur des ondes conjuguées des deux ésotérismes, celui de la plus vieille science humaine, celui de l'éternelle option de Dieu marquant au fer rouge le front des élus. Les présences tutélaires sont alors autour de nous, nous en qui vivent les morts, ceux de Lofoten et de Benoit-sur-Loire, ceux de Paris et de St-Marcellin, ceux des Ici et des Ailleurs, et nous entremêlons les morts et les vivants dans le même réseau de conspiration. Ne sommes-nous pas,* volens nolens, *complices en Poésie dans cet Enfer qui moud la Douleur humaine à pleines meules ? Depuis six ans je n'avais pas rencontré le Grand-Maître de l'Ordre dispersé des baptisés en Poésie — mais qu'est-ce que six ans ?* « L'amitié la plus longue est celle des poètes », *aimait à redire Georges Barrelle avant de reposer, là-bas, à Chomerac, adossé aux champs labourés, sous un rosier qui jette au vent du Rhône ses parfums renaissants :*

« La poussière des morts éparse sous la terre donne plus de parfum aux roses de chez nous que l'ardent souvenir des amours les plus fous n'en donne aux roses de Cythère (1) ».

▲

Quand Omicro poët-poëte...

En aucun temps on n'a autant édité de poésie, mobilisé la poésie au service des « causes ». Il y a peu, un grand débat réunissait autour du micro des éditeurs, des critiques et des versificateurs. Quelle galéjade ! Certes des choses honnêtes furent dites. Mais d'autres aussi qui laissent rêveur... Telle par exemple la diatribe de je ne sais plus quel Omicro stigmatisant les Comptes d'Auteur et exaltant la réussite de Pierre Seghers. Moi je veux bien. Mais Boussac a fait mieux encore. L'innocent poète qui fait, tel Marcel Proust, imprimer à ses frais les chants de sa consolation ou même de son désœuvrement, me paraît à tout prendre plus valable que l'élu de cette commission de Lecteurs, dont Omicro faisait sa perspective, tout en déplorant la multiplication des « poètes interchangeables ». Pourquoi pas une commission nationale ? Dirigée par exemple par un de ces Comités d'Ecrivains, tels que nous en connûmes aux heures fécondes de 1945 ? Avec je suppose un délégué de l'Education Nationale, un du Syndicat du Livre, un du Parti Communiste ès qualité d'interprète des Lendemains qui chantent un de la S.N.E.P. et à tout hasard un garçon de café du macadam où se pratique l'élevage du Gendelettres ? Sur le double modèle de la Patrie Soviétique et de la Caisse des Pensions que, Louis le Quatorzième régnant, présidait Chapelain, *sans omettre de s'inscrire en tête de liste comme le plus grand poète qui ait jamais existé ».*

Allons, La République, un bon petit mouvement ! Et vous, poèts-poèts, à vos bic ! L'heure est revenue des anti-chambres et des crocs en jambes. Pour être bien sûrs de ne pas poéter plus haut que le Luth, n'hésitez pas à faire fondre la neige de Borne au petit feu de Prévert.

...Quel Kipling saura écrire le livre de la Jungle littéraire ?

▲

...Et que la pédagogie politique

10e année. N° 1. Bi-mensuel de septembre 1955. Edité chez Nathan.

Cela s'intitule la « Nouvelle Revue Pédagogique » — et comporte quarante pages de problèmes, de latin, de grammaire, de physique, de sciences naturelles, etc...

Deux textes de français. Le premier s'intitule : « Le Souvenir de Montesquieu ». Y lu cette phrase : « C'est lui (Montesquieu) qui a fait de la vertu, c'est-à-dire du civisme, la condition nécessaire du gouvernement démocratique : les conventionnels ont fait la Terreur au nom de la vertu et de la République — les épigones ont souvent trahi la pensée de leur Maître ».

Mais non, monsieur Charles Besdier, il n'y a là aucune trahison. *Il y a une suite. Montesquieu n'a jamais prétendu que la vertu fût banale et universelle, comme le suffrage ou la conscription. De ce que la vertu est nécessaire à la République, ne s'ensuit pas que la République soit vertueuse, mais qu'elle est fragile. Et à l'heure des règlements de compte les Républicains, n'ont plus d'autre ressource que de remplacer la fiction (la vertu) par une atroce réalité, (la peur). La Peur est la loi des Républiques françaises. Elles coulent vers la Terreur par une pente fatale. Quand elles n'appellent pas au secours comme Herriot en 40. Et c'est mentir ou se tromper que muer en trahison ce qui est une* conséquence.

Mais le second texte proposé à la méditation des maîtres et des élèves est autrement gratiné. Son titre suffira à dire sa tendance :

« La question nègre aux U.S.A. ».

C'est tout. L'amusant de l'affaire est que ce texte sera dicté dans des classes équipées grâce à l'argent des contribuables américains.

Et il serait plaisant de savoir l'accueil que ferait la Nouvelle Revue Pédagogique à un texte qui s'intitulerait :

« La mise au pas des minorités en U.R.S.S. » ou simplement... « La question balte ». Pour ne parler que d'elle.

(1) Cf. Armand Saussac-Gamon.

▲

Les colonels-lampistes

Jolie la suite des rébellions de Rouen.

Ceux qui ont « excité les militaires à la désobéissance » sont parfaitement respectés. Mais ces militaires sont traités Dieu sait comme.

Quant aux colonels coupables de n'avoir pas harangué les soldats pour leur expliquer le bien-fondé de la politique de Faure, ceux-là sont rétrogradés.

De quoi se dégrader de rigolade !

▲

Notre politique

Ici, je le rappelle, nous sommes pour la réconciliation avec l'Islam. Chaque jour qui passe la rend plus difficile à cause des atrocités qui sèment la haine sur la route. Mais le jour où nous aurons un gouvernement durable, décidé à la réconciliation, la route sera débloquée assez vite.

Réconciliation avec l'Islam. Réconciliation avec l'Allemagne. Cela n'est pas au-dessus des forces d'un gouvernement fort, *seul capable de* nous *éviter de surcroît les* 2 tyrannies *graves : celle de la racaille ou celle de ce sabre.*

Car nous n'avons qu'un ennemi : non le communisme des biens mais le Parti Communiste. *Nous ne connaisons qu'un danger actuel : les* Soviets.

Le gouvernement salutaire se reconnaîtra à ce signe que les communistes tireront sur lui à boulets rouges et qu'il saura les affronter. Que les Républicains d'affaires trembleront, et qu'il saura les envoyer sur la touche.

Et que les Soviets commenceront à ne plus le flatter, mais en tenir compte. Selon le mot de Staline à propos du Pape : « De combien de Divisions dispose-t-il ? ».

Un Maghreb Fédéré substitué à cette République, « Une et indivisible » (!!) *n'est dangereux que si nous persistons dans la faiblesse. Une France politiquement forte sauverait ses intérêts vitaux même avec un Royaume Arabe indépendant.*

L'ennemi n'est pas à Constantine. Mais à Moscou et à Paris. C'est l'ennemi, surtout *quand il sourit, Timeo Danaos... et dona ferentes.*

▲

Et vive la reine... (d'Angleterre)

Une chanson toujours populaire disait un autre mot à l'adresse de la même.

Mais comment résister à ce concert de louanges, à cette angoisse obsessionnelle de la Radio, de la Presse, du Tout Paris et du Paparis ? Le « graou-Câutin Taoûssine » comme ils disent, a passé le ouikinde... Oui ma chère ! Tu parles d'une ! Ce peuple qui décapite ses Reines et s'engoue pour celles des autres, a quelque chose de marrant. De péniblement marrant.

Enfin les Windsor sont décidément originaux : Hier un Roi dépose sa couronne pour épouser une bergère. Mais cela était assez banal relativement.

Si maintenant les reines se mettent à épouser des bergers, il va falloir que Stephen Hecquet révise ses valeurs.

Abel CLARTE.

Bibliothèque de Sciences Po